16-31 MARS 1951 BI-MENSUEL (Troisième année) N° 43

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901
354, Rue Saint-Honoré
PARIS-Ier

Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

CHRONIQUE
La crise du Parti Communiste Italien: la révolte de deux chefs partisans. 1

ACTUALITE
Sur quelques aspects du malaise du P. C. français 5
Le plan d'aménagement de la nature en U. R. S. S. 7
Les chefs communistes tchécoslovaques parlent 8
Le 30e anniversaire de la conquête de la Géorgie par l'U. R. S. S. 9
La position britannique à Hong-Kong 9

ETUDE
La lutte des paysans bulgares 10

LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE
Allemagne orientale : *Les dessous de la réunification. — Déficiences de l'agriculture et collectivisation imminente* 12
Méfaits bureaucratiques 13
Autriche : *Les Russes préparent un nouveau kidnapping* 13
L'Etat soviétique — Etat patron 14
Tchécoslovaquie : *La difficile construction d'une voie stratégique* .. 14
La population hostile à la russification. — Soviétisation de l'habitat 15
Hongrie : *La nouvelle loi du travail.* 16
Les forces militaires russes 17
Pologne : *Un nouvel organe syndical. — Les statistiques deviennent un secret d'Etat* 17
Roumanie : *La milice au service du peuple* 18

EXTREME-ORIENT
Chine : *La manœuvre de Moscou en Mandchourie* 18
Les cinquièmes colonnes chinoises 19
Siam : *La menace communiste* 19

LA VIE EN U.R.S.S.
Les difficultés de la réorganisation kolkhozienne 20

CHRONIQUE

La crise du Parti Communiste Italien

La révolte de deux chefs partisans

Le 19 janvier dernier se tenait à Reggio d'Emilie le Congrès de la Fédération communiste de cette province, qui compte 67.000 inscrits. Le rapporteur était, le secrétaire fédéral, le député Valdo Magnani. Son discours était calqué, dans l'ensemble sur l'argumentation employée habituellement par les organes supérieurs du parti. Rien ne paraissait sortir de l'orthodoxie, lorsqu'on entendit les phrases suivantes, qui ne pouvaient passer inaperçues : « *Si les frontières italiennes étaient attaqués sur quelque point que ce soit et par qui que ce soit, le premier devoir des communistes serait de défendre le sol sacré de la Patrie.* » L'étonnement des assistants augmenta, Valdo Magnani ayant ajouté : « *Il est absolument déplorable que l'esprit révolutionnaire se soit assoupi chez trop de communistes, à tel point qu'ils attendent de l'extérieur la réalisation de la société communiste. La Russie doit être regardée avec sympathie par tous les marxistes, mais elle est une nation comme toutes les autres* »... Les congressistes, le soir même, demandèrent des comptes à Magnani. Le secrétaire fédéral consentit, à « retirer » certaines de ses expressions, mais avec de telles réserves, que le malaise subsista.

Le Congrès de la Fédération de Reggio d'Emilie avait été convoqué en vue du Congrès national du Parti. A chacun de ces Congrès la direction du Parti Communiste avait délégué un de ses membres pour en contrôler les travaux. A Reggio d'Emilie ce délégué était Umberto Terracini, l'ancien président de la Constituante italienne, qui lui aussi, dans un passé récent, avait dû faire amende honorable pour avoir un instant supposé que les pays d'Europe auraient pu s'accommoder du plan Marshall. Présent au Congrès Terracini jugea qu'il fallait à la fois liquider et limiter le

scandale. Dans un discours prononcé à Reggio d'Emilie le 21 janvier, il fit allusion aux « *camarades qui, croyant pouvoir séparer la foi de la discipline, avaient fini par se trouver aux côtés des anticommunistes* » et critiqua les militants qui « *faute de maturité politique* » continuaient encore à confondre l'impérialisme américain et le système soviétique. Après cette semonce, il prit le train pour Rome le soir même avec Valdo Magnani afin de le contraindre à s'expliquer ainsi avec le Secrétariat du Parti.

Le chef du bureau d'organisation du Parti, Pietro Secchia, fixa l'audience avec Magnani au 25 janvier. Magnani eût-il avec lui un entretien? C'est douteux. Pendant son séjour à Rome il prit contact avec un autre député communiste Aldo Cucchi qui depuis trois semaines avait quitté l'Emilie et avait vécu à Florence, sans entrer en rapport avec l'organisation communiste de cette ville. A Rome Magnani et Cucchi se concertèrent et Pietro Secchia reçut leur lettre de démission. Magnani et Cucchi se rendirent le soir même du 25 à la gare décidés à quitter Rome sans avoir avec les dirigeants du Parti d'autres explications. Secchia les fit rejoindre à la gare par quelques « activistes » qui ordonnèrent aux deux transfuges de se rendre au siège du parti, où Secchia les attendait. Les menaces des « activistes » se firent si pressantes qu'il fallut l'intervention de la police pour que les deux députés puissent quitter Rome.

La personnalité des révoltés

Les deux chefs dissidents ont des traits communs : ils sont jeunes (Magnani est né en 1912, Cucchi en 1911) ; ils ont été élus députés du parti aux élections de 1946, mais ils ne figurent pas parmi les dirigeants nationaux ; ils appartiennent à la même région, l'Emilie ; ils ont adhéré au parti sous le fascisme, vers 1936, mais ils ont fait leur carrière dans le mouvement partisan auquel ils ont pris une part active depuis le 8 septembre 1943 jusqu'à la Libération. Ils sont tous les deux des intellectuels.

Valdo Magnani avant d'aller au P.C. est passé par le Mouvement Catholique. Il est parent par alliance d'une intellectuelle communiste de la même ville de Reggio d'Emilie, Mlle Leonilde Jotti, qui jadis brillante élève de l'Université Catholique de Milan a été élue à l'Assemblée Nationale sur la liste communiste et est devenue l'amie de Palmiro Togliatti, Valdo Magnani est professeur de philosophie et de sciences économiques. Lors de l'armistice de septembre 1943 il se trouvait en Slovenie comme officier d'artillerie de l'armée italienne d'occupation ; il rejoignit les partisans yougoslaves de l'armée de Tito et se battit à leurs côtés. Cet antécédent est rappelé aujourd'hui dans la presse italienne pour « expliquer » la dissidence de Magnani et lui attribuer une signification « titiste ».

Magnani était le Secrétaire Fédéral du Parti pour la province de Reggio d'Emilie où il a acquis une bonne expérience d'organisation. Des deux leaders c'est lui qui semble être la tête politique. Il possède des qualités remarquables d'orateur. Les masses ne se fatiguaient jamais de l'entendre. Ayant pris la parole au cours d'une manifestation en faveur du quotidien communiste : *L'Unita*, les assistants lui crièrent à la fin de son discours : « *Parle-nous Valdo ! Parle-nous encore* ! » Et Valdo Magnani dut recommencer cinq fois. Il est très maître de lui.

L'autre député Aldo Cucchi né à Reggio d'Emilie mais résidant à Bologne est plus un homme d'action qu'un chef politique. Il est l'homme des « coups durs », et le Parti l'avait utilisé comme tel. Il a été décoré de la médaille d'or de la Résistance pour le rôle qu'il a joué dans le G.A.P. (Groupe d'action partisane) de la zone de Bologne. Il y a commandé la 7e Brigade Garibaldienne. Il a été, dans cette action, le bras droit d'un leader communiste Ilio Barontini, qui s'était formé dans les Brigades espagnoles.

Cucchi est chirurgien. Il avait rejoint les formations partisanes sur les arrières des forces armées allemandes et n'hésitait pas à quitter le scalpel pour la mitraillette. La politique qui l'avait détourné de beaucoup d'autres fonctions n'a pas réussi à le détacher du laboratoire de l'Institut où il continue ses recherches. Depuis un certain temps il jugeait sévèrement la subordination excessive du Parti aux directives moscovites et lui imputait les échecs du Parti en Italie. Il y a un an et demi il avait déclaré à un ami : « *Je prévois la défaite des gauches et l'on ne sait pas quand nous pourrons remonter le courant* ». En novembre 1950, il avait fait partie d'une mission d'intellectuels italiens envoyés en U.R.S.S. Il avait visité avec intérêt les institutions scientifiques de ce pays mais il avait constaté en même temps le sort pénible réservé aux travailleurs dans le « pays du socialisme ». Il avait fait part de ses impressions à son ami Valdo Magnani, contribuant ainsi à pousser ce dernier sur la voie de la dissidence ouverte.

La réaction des dirigeants communistes

Quoi qu'ils en aient dit après, les dirigeants communistes ont été surpris par le « pronunciamiento » des deux députés appelé à avoir un retentissement inattendu. Le 29 janvier, Magnani et Cucchi adressaient un court appel « aux camarades, aux partisans, aux travailleurs » dans lequel ils disaient notamment : « *Nous sommes toujours contre la politique du gouvernement, dans tous les domaines ; nous sommes contre le Pacte Atlantique qui porte atteinte à l'indépen-*

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1er).

dance nationale. Mais nous soutenons aussi que les communistes doivent sans condition et sans arrière-pensées se prononcer pour la défense du territoire national contre des agressions éventuelles d'où qu'elles viennent. Seulement dans ce cas, l'on peut parler d'une politique conséquente de neutralité et de paix. »

Le soir même le bureau de presse du P. C. I. publiait un communiqué sous le titre : « *Deux traîtres* » dans lequel Magnani et Cucchi étaient appelés « *des renégats sans principe, ennemis de la classe ouvrière et du parti, instruments des ennemis du communisme, de l'Union Soviétique et de tous les défenseurs honnêtes de la paix, de la liberté et de l'indépendance de notre pays.* » Le communiqué se plaignait de ce que rien n'avait laissé prévoir leur rupture, il reprochait à Magnani d'avoir accepté d'être parmi les délégués de Reggio d'Emilie au Congrès national du P. C. I. ; à Cucchi d'avoir accepté après son retour de Russie, la présidence de l'Association Italie-U.R.S.S. de Bologne. Que, les deux dissidents aient eu des hésitations, qu'ils aient pendant un certain temps cherché leur chemin, c'est certain, mais c'est le cas général de tous les schismes communistes. C'est la rançon du caractère totalitaire que prend l'adhésion au Parti et la participation à son action.

Dans la même journée du 29 janvier se terminait à Rome le Congrès de la Fédération provinciale communiste en préparation du Congrès national du P. C. I. Dans son discours de clôture un membre du Secrétariat du Parti : d'Onofrio, s'occupa des deux transfuges. D'Onofrio est un dirigeant communiste qui a vécu longtemps à Moscou où il a travaillé en étroite collaboration avec le N.K.V.D. Il a été accusé par des prisonniers de guerre italiens revenus de Russie d'en avoir dénoncés un certain nombre à la police soviétique parce qu'ils s'étaient refusés de se convertir au nouveau verbe. Il a porté plainte devant le tribunal de Rome qui a acquitté ses accusateurs et l'a condamné aux dépens. D'Onofrio conclut ainsi sa violente diatribe contre Magnani et Cucchi : « *C'est une trahison abjecte et vulgaire, il n'y a qu'à exprimer le mépris de la classe ouvrière et des communistes pour ces deux traîtres, espions et pantins de Tito.* »

Trois jours après dans l'*Unita* du 1er février, le Secrétaire du Parti, le « dur » Luigi Longo, candidat bien placé à la succession éventuelle de Togliatti consacra tout un éditorial aux deux dissidents. Plus expérimenté dans les méthodes soviétiques de « liquidation » Longo s'évertue à les présenter à la manière stalinienne comme des traîtres, depuis toujours. Leur action héroïque dans la Résistance? Leurs décorations? Leur élection en tête de liste comme députés ? Leurs mérites envers le Parti ? Tout cela ne signifie plus rien du moment qu'ils ont rompu avec la stricte obédience soviétique. Au contraire, leur brillante carrière n'est que la preuve majeure de leur culpabilité. Car, explique Longo, il s'agit de « *deux traîtres, que l'ennemi avait depuis longtemps introduit dans nos rangs, avec la tâche de monter aux postes les plus élevés de notre organisation pour accomplir leur basse besogne de provocation et de trahison* ».

Partout, les dirigeants du P. C. se montrent inquiets. Il leur faut liquider le scandale au plus tôt. La direction de toutes les fédérations communistes de l'Emilie est confiée à Antonio Roasto, membre du Comité Central, ancien commandant dans les Brigades espagnoles et dans la lutte partisane en Italie, l'un des chefs du travail politique clandestin du Parti. Ce choix s'explique très bien. Le P. C. I., possède en Emilie une base de masse très importance ; il y exerce un terrorisme moral et matériel qui a créé en cette région une situation analogue et parfois pire que celle existant dans les années 1921-1922 à l'époque des « expéditions punitives » des *Chemises Noires*. Les méthodes ont été perfectionnées et centralisées. Le P. C. I. lutte pour maintenir à tout prix en Emilie son monopole car son affaiblissement porterait une atteinte directe à ses espoirs. C'est aussi de ce point de vue qu'il faut s'expliquer l'importance attribuée par le Parti à la lutte contre les deux dissidents.

Cette lutte est menée avec violence. Aux mesures des organes dirigeants s'ajoute la « mobilisation de la base ». Comme en U.R.S.S., comme dans tous les partis communistes des autres pays, tous les comités, à tous les échelons, votent des ordres du jour contre les « traîtres ». Des centaines de télégrammes approuvent la politique du parti et de l'Union Soviétique. Les organisations parallèles sont convoquées pour enterrer les réprouvés sous une avalanche d'injures. Le gendre de Togliatti, le sénateur Mario Montagnana, explique dans un article de *L'Unita* que le cas Magnani n'est pas autre chose que le cas Gitton. En même temps, on déclenche une campagne pour le recrutement du parti : telle fédération communiste cherche 1.000 nouveaux membres pour remplacer les deux partants. On annonce qu'à Sienne cent femmes ont pris la carte du parti pour vouer à l'opprobe les deux « renégats ». Un groupe de jeunes, annonce-t-on rejoint la fédération des Jeunesses Communistes en assurant qu'ils « ne feront jamais la guerre à la Russie, grand pays pacifique et ami de notre Patrie ». Et ainsi de suite le tout dans le même style à la fois fruste et délirant.

Crise communiste ?

La prise de position de Magnani et de Cucchi a eu un assez grand retentissement. D'abord, parce qu'il s'agissait de deux députés. En outre, ils avaient envoyé leur démission de députés dans des lettres où ils confirmaient les raisons politiques de leur rupture avec le Parti. Le Parlement refusa les démissions. Ensuite, parce qu'ils étaient des chefs partisans. Le Parti épouvanté de ce que leur geste put trouver des imitateurs les a fait expulser de l'A.N.P.I. (Association Nationale des Partisans d'Italie) dont le Président est Luigi Longo secrétaire du Parti. Magnani et Cucchi qui en étaient jusqu'à hier parmi les plus beaux fleurons en sont chassés pour indignité morale et trahison, c'est-à-dire avec la même formule de condamnation employée par le Parti. On les a frappés parce qu'ils n'étaient plus d'accord avec le Parti et parce que ce dernier l'exigeait.

Cette décision de l'A.N.P.I. au lieu de calmer les esprits les a excités. Le président de l'A.N.P.I. pour la province de Reggio d'Emilie, l'avocat Vitorito Pellizzi, premier préfet de la ville après la Libération, a donné sa démission de l'Association en déclarant qu'il ne pouvait pas admettre qu'on expulse des résistants authentiques « uniquement parce qu'ils ont manifesté des idées non-orthodoxes à l'égard de la ligne politique imposée par les dirigeants du P. C. » et qu'on identifie l'idéal de la Résistance avec la politique communiste de stricte observance kominformiste. Quelques jours après, le 8 février avait lieu à Bologne la réunion d'une quinzaine de commandants partisans de cette province membres de l'A.N.P.I., les participants signèrent une protestation contre la mesure prise par l'Exécutif où l'on peut lire : « *Les commandants des formations partisanes suivantes constatent qu'on a expulsé de l'A.N.P.I. deux partisans décorés pour leur activité pendant la guer-*

re de Libération en les qualifiant de traîtres seulement parce qu'ils soutiennent que les frontières de la Patrie doivent être défendues contre toute agression et parce qu'ils se trouvent sur ce point en désaccord avec la ligne politique du P. C. I. ; expriment leur solidarité partisane à Cucchi et Magnani qui par leur acte de rébellion ont affirmé le caractère éminemment patriotique de la Résistance. » Parmi les signataires figurent deux chefs partisans communistes qui ont donné en même temps leur démission du Parti.

Un certain nombre d'autres démissions ont suivi, elles sont presque toutes circonscrites aux provinces de Reggio d'Emilie et de Bologne et aux milieux partisans. Les autres cas qui se sont produits en Piémont, à Benevente, etc., sont très sporadiques. La crise se produit plutôt en bordure du Parti que dans son sein. Aucun des éléments des vieux cadres du Parti n'a été touché par la sécession, aucun des membres du Comité Central ne s'y est associé. Il est possible qu'il y ait à la base d'autres départs parmi la grande masse de ceux qui sont venus au Parti depuis 1943, mais cela n'atteindra guère des proportions importantes : quelques milliers sur plus de 2 millions d'inscrits ne provoqueraient pas une diminution numérique sensible des forces du Parti.

Un grave échec politique

S'il est absurde et peu sérieux ainsi qu'on le fait parfois de présenter le P. C. I. comme souffrant d'une hémorragie qui doit le tuer, il serait erroné de sous-estimer la gravité de la crise qu'il traverse et qui se déroule pour le moment essentiellement sur le plan politique. Elle frappe le Parti dans un des domaines où il est le plus sensible car il y avait accumulé le plus de profit: celui du mouvement partisan.

Ce mouvement dont il domine l'organisation principale lui est très précieux pour deux raisons : 1°) Il lui permet de couvrir sous la caution patriotique de la participation des communistes à la Résistance dans les années 1943-1945 sa politique de trahison permanente des intérêts du pays et de ses masses populaires, sacrifiés aux exigences de la politique extérieure soviétique ; 2°) Il constitue la base principale de la préparation clandestine de l'action militaire insurrectionnelle du Parti. La marque « patriotique » est indispensable au Parti pour faire passer dans la situation actuelle de l'Italie sa marchandise importée directement de Moscou. Les cadres de l'A.N.P.I. sont des cadres d'instructeurs et de combattants qui pourront être engagés soit dans une attaque directe contre le gouvernement et ses forces armées (ce qui devient cependant de plus en plus difficile pour le Parti) soit dans la formation de la « Cinquième colonne » qui devra opérer pour faciliter l'invasion de l'armée soviétique si celle-ci se présentait aux frontières du pays.

L'épisode Magnani-Cucchi frappe le Parti dans la manœuvre politique qu'il a engagée — consule Togliatti — depuis 1943 : celle de la captation du sentiment national italien au profit de l'U.R.S.S. Le Parti a été forcé de se découvrir en expulsant les deux dissidents et surtout en les faisant expulser de l'A.N.P.I. parce qu'ils avaient affirmé la nécessité de la défense nationale contre toute agression qu'elle vienne de l'Ouest ou de l'Est. Il a fourni la preuve de son patriotisme à sens unique qui n'est pas un patriotisme italien mais un patriotisme exclusivement soviétique.

Dans des conditions normales telles qu'elles existaient dans tous les pays avant 1914 et encore quoique d'une façon déjà réduite et en partie compromise avant 1939, un fait comme celui de l'expulsion de Magnani et Cucchi et les conditions dans lesquelles elle s'est produite auraient provoqué un revirement général et ouvert une crise profonde à l'intérieur même du Parti. Mais l'abaissement du niveau politique des masses et les ressources de la propagande et de l'agitation arrivent à brouiller les lueurs qui peuvent rester dans les esprits et réduisent encore le pouvoir éducateurs des faits.

Toutefois, le cas Magnani-Cucchi en poussant le Parti hors des tranchées du patriotisme compromet dans une certaine mesure sa tactique. Il est difficile de prévoir quelle sera la portée de la dissidence au sein de l'A.N.P.I. Etroitement contrôlée par le Parti cette association continuera à marcher sur ses brisées. Mais la dépendance de l'A.N.P.I. vis-à-vis du Parti compromet le caractère unitaire et patriotique de l'association. Le partisan a dû céder la place au communiste et il ne sera plus possible à ce dernier de se confondre avec le partisan.

L'A.L.P.I. (Association des Libres Partisans d'Italie) qui groupe des partisans non-communistes a pris ouvertement position contre la décision de l'A.N.P.I. Les divisions qui existent encore chez les partisans non-communistes les empêcheront de profiter de cette crise. Mais sur ce terrain le parti a reçu malgré tout un coup très dur. L'A.N.P.I. est une organisation reconnue par l'Etat qui jouit de beaucoup de privilèges. Si le gouvernement lui retire cette reconnaissance puisqu'il s'est avéré qu'elle n'est qu'une dépendance du Parti le monopole communiste du mouvement partisan encore plus entamé s'écroulerait.

Finalement le Parti se trouve avoir perdu une bataille politique très importante pour lui. Jusqu'à ces derniers temps il avait soigneusement évité de concentrer l'attention générale sur la question : Que feraient les communistes si l'armée soviétique pénétrait en territoire italien ?

Togliatti avait bien fait, en mars 1949, des déclarations analogues à celles de Thorez en février de la même année, mais le parti avait évité de donner à sa réponse une trop grande publicité. Lorsqu'il y a quelques mois le leader démocrate-chrétien Gonella avait posé à Togliatti la question précise : « *Vous battrez-vous oui ou non contre un envahisseur venant de l'Est?*» Togliatti avait employé toutes ses ressources, qui ne sont pas médiocres, non pas pour répondre mais pour éviter de répondre. « *Le cas ne se posera jamais* » disait-il. « *Mais s'il se pose ?* » lui répliquait Gonella et malgré ses arguties le secrétaire du Parti se tira fort mal d'une discussion qui l'avait fortement embarrassé. Or, la question à laquelle Togliatti a évité de répondre a été posée nettement et publiquement par deux membres du Parti et non des moindres. Il est certain que cette question une fois soulevée ne pourra plus être éludée et fera son chemin.

La position et les intentions politiques du groupe Magnani-Cucchi

Il y a quelque chose qui frappe dans l'attitude de Magnani et de ses amis : contrairement à ce que l'on pouvait s'attendre, ils ne se sont point agrégés à l'un quelconque des petits groupes « titistes » ou « trotskistes » d'Italie, et qui sont sans influence. On pouvait penser qu'ils auraient tenté de constituer le « bloc des oppositions » communistes. L'entreprise aurait été vite liquidée, car après quelques mois le « bloc » se

serait à nouveau émietté en dix tendances et groupuscules.

Dès le 10 février, dans une déclaration-interview parue dans la presse italienne du jour suivant, ils montraient n'avoir aucune intention de suivre une telle voie. En voici les passage les plus caractéristiques :

« *Le mouvement ouvrier doit être indépendant de la politique de puissance de tous les Etats, quels qu'ils soient. Les travailleurs italiens ont montré dans la lutte de libération la maturité et la capacité de collaborer, à droits égaux, avec le prolétariat des autres pays dans la lutte contre la réaction capitaliste et contre la dictature.*

« *Dans cette lutte, nous repoussons toute méthode terroriste et policière et jugeons que la lutte pour le socialisme ne peut pas être séparée de la lutte pour la démocratie, qui doit être défendue comme méthode et comme fin. C'est pourquoi nous sommes décidés à défendre par tous les moyens la démocratie contre la violence, les vexations et les intimidations.*

« *Toute menace contre la paix est une menace contre la démocratie. Le mouvement des travailleurs doit donc lutter pour la paix sans se mettre au service de la propagande d'une puissance particulière, en défendant l'indépendance de son Pays contre son inclusion dans des blocs de puissances, dont les heurts augmentent le danger de guerre...*

« *Nous ne pensons pas que la création de sectes d'inspiration « titistes » ou trotskistes puisse résoudre le problème d'une juste orientation du mouvement ouvrier italien. Nous ne pensons pas à créer un nouveau parti. Les militants les plus conscients du P. C. I., les éléments autonomistes du P.S.* (1), *les sociaalistes du P.S.U.* (2) *et le grand nombre de travailleurs qui ne se sentent plus représentés par aucun parti de gauche sont sollicités aujourd'hui, comme nous, par les mêmes exigences. Il s'agit pour le moment de faciliter les contacts et les discussions. C'est à cette fin qu'il s'est constitué un Comité d'action pour l'unité et l'indépendance du mouvement ouvrier italien.* »

Dans cette même déclaration Magnani et Cucchi annoncaient la publication prochaine d'une brochure expliquant leurs intentions et faisant l'historique documenté de leur rupture avec le Parti communiste. La brochure a paru une semaine après. Les quelques extraits et résumés donnés par la presse confirment et soulignent les termes de la déclaration dont nous venons de reproduire l'essentiel.

Il est donc probable que l'une des conséquences principales du départ de Magnani et de Cucchi, sera de poser autrement le problème du regroupement socialiste en Italie. Il est vraisemblable, étant donné le rôle que certains membres du parti de Silone (P.S.U.) ont joué dans la crise de conscience qui a provoqué le départ des deux communistes, que l'influence de ce parti sera très importante.

(1) C'est-à-dire les éléments qui au sein du Parti Socialiste italien, parti social-communiste dirigé par Pietro Nenni, demandent une plus grande autonomie à l'égard du Parti communiste.

(2) Parti Socialiste Unitaire, de Silone et Romita, démocratique et anticommuniste.

ACTUALITÉ

Sur quelques aspects du malaise du P.C. Français

Nous avons analysé dans le *B.E.I.P.I.* un certain nombre de faits caractérisant le malaise intérieur du Parti communiste français (1).

Il ne s'agit pas de parler à tort et à travers, comme le font certains grands journaux quotidiens, et surtout un hebdomadaire parisien, de crise mortelle du mouvement communiste français. Faisant surtout preuve d'une imagination maladive les auteurs de ces campagnes « sensationnelles » vont jusqu'à inventer de toutes pièces des informations sur la situation interne du P. C. F. qui sont régulièrement démenties par les faits. Ce qui n'empêche pas, bien au contraire, ces « spécialistes » de continuer de plus belle.

En ce qui concerne l'hebdomadaire en question on pourrait, devant ses erreurs grossières et répétées sur le sujet, se demander d'où vient son rédacteur « spécialisé ». Il y a tout de même une limite au roman feuilleton. Mais il y a aussi des procédés staliniens classiques et connus. Entre autres celui qui consiste à fabriquer dans les officines staliniennes des faux et des informations consciemment erronées pour les infiltrer dans la presse adverse. Ce procédé permet aux dirigeants communistes de discréditer plus facilement toutes les informations réelles concernant leur action authentique et leur situation exacte.

(1) Voir numéros 32, 39, 41 du B.E.I.P.I.

Le camouflage de l'activité et des difficultés sérieuses du P. C. à l'aide d'informations falsifiées qu'ils lancent eux-mêmes ou qu'ils encouragent font partie de l'arsenal de combat des staliniens. Un gros effort est fait depuis quelque temps par les services spéciaux de propagande soviétique en particulier dans les milieux politiques dits de droite. Des notes, des articles sont présentés dans les publications représentant ce courant d'opinion, en vue de semer la confusion tout en infiltrant les thèses soutenues par la diplomatie soviétique. C'est ainsi que sous le signe d'un anti-sémitisme grossier, sans doute destiné à flatter une certaine clientèle on cherche à faire passer des conclusions où se trouvent habilement insérées les thèses de la diplomatie stalinienne sur sa conception de la paix et l'amélioration des rapports entre la France et l'U.R.S.S. par l'entrée de notre pays dans l'orbite politique de Moscou.

Désarroi, surmenage et mécontentement

Jusqu'à présent, la direction du P.C.F. a réussi à dominer le malaise. Elle a empêché par tous les moyens la cristallisation du mécontentement et surtout sa transformation en un mouvement d'opposition à l'intérieur du Parti et au sein de

ses organisations satellites (syndicats de la C. G.T., Comités des Partisans de la Paix, organisations d'intellectuels).

Les dirigeants communistes ont combiné toutes les formes d'action : élimination discrète de certains dirigeants de fédérations départementales et de membres du Comité Central peu zélés ou suspects ; changements partiels ou complets de directions d'organisations en province et dans la région parisienne ; exclusions silencieuses de militants du Parti ou de dirigeants d'organisations syndicales en désaccord avec la politique stalinienne ; concessions politiques apparentes à certains éléments progressistes et catholiques; gymnastique basculante à l'égard du neutralisme un jour pour, un jour contre ; attitudes louvoyantes envers les réactions contre la politisation excessive de l'action : pendant quelques semaines on fustige les tendances à l'économisme, c'est-à-dire la volonté des militants ouvriers de voir mettre en avant l'action revendicative et sociale, puis on reproche aux organisations du Parti de ne pas se préoccuper assez de cette action revendicative, « chaînon décisif qui doit être relié à l'action politique générale du Parti.»

En réalité, le militant de base des organisations communistes, le cadre moyen du Parti et même certains membres du Comité Central ne savent plus exactement comment faire et agir pour être dans la « vraie ligne » du Parti.

Si le militant, la cellule d'entreprise, la section locale et la fédération départementale du Parti se lancent à corps perdu, comme la direction le demande, dans la collecte de signatures contre le réarmement allemand, on les citera au tableau d'honneur de l'*Humanité*. Mais si, se consacrant exclusivement à cette tâche (le porte à porte est fatigant et prend beaucoup de temps), les mêmes négligent l'action syndicale et les revendications sociales, on les critiquera âprement. A l'inverse, telle cellule du Métropolitain de Paris qui affirmait qu'elle ne pouvait pas en même temps s'occuper de la lutte pour l'augmentation des salaires, de l'action pour la préparation à la grève, du travail pour influencer les comités d'unité de grève et en même temps des buts d'action politique du Parti fut durement et publiquement réprimandée.

Pour réagir contre ce malaise et ce mécontentement la direction du P. C. a lancé une nouvelle formule : on parle maintenant beaucoup du surmenage des militants. Il faut veiller, dit-on, à ne pas trop surmener le Parti. Mais en même temps, on exige toujours plus d'efforts et de travail. Comme toujours la sacro-sainte auto-critique consiste exclusivement à faire retomber le poids des responsabilités sur l'échelon inférieur de l'organisation.

L'absence de Thorez et le flottement de la direction

Il existe incontestablement dans les organisations du Parti un état de fatigue morale et physique qui aggrave le malaise politique en développement.

Ce climat se complique du fait que le départ de Thorez a semé un trouble sérieux chez la plupart des militants. L'idôlatrie du chef unique et prestigieux, la publicité fantastique faite autour de la personne du secrétaire général, faisant de lui un héros légendaire qui ne se trompe jamais, la propagande créant une véritable mystique du « Fils du Peuple » s'occupant de tout, règlant tout, dirigeant tout et sans qui la direction du Parti ne pourrait exister ; toute cette imagerie se paye présentement.

Thorez n'est pas là, donc la direction du Parti est moins forte et ne peut être considérée comme auparavant. Le doute sur la valeur et la solidité de la direction du Parti sans le Chef s'est largement infiltrée au sein des organisations.

Quant à la direction du Parti elle est prisonnière de la légende créée par elle-même. Pour renforcer son autorité mise en cause elle est obligée en toutes occasions de se référer à Thorez, elle accentue la constatation de l'absence du Chef et oblige aux comparaisons. Dans le Parti on en arrive à dire à propos de tout et de n'importe quoi : « Ah ! si Maurice était là ! Ce serait plus clair et les choses ne se passeraient pas ainsi ». C'est pourquoi la direction du Parti fait répéter régulièrement depuis trois mois que Thorez va de mieux en mieux et qu'il doit rentrer incessamment. Il devait rentrer fin janvier, puis fin février, et nous voici à la mi-mars. Sans doute si une rechute ne se produit pas Thorez rentrera. Mais il ne sera plus, dans le meilleur des cas, qu'un drapeau et un chef politique diminué. Son rôle effectif ne pourra plus être ce qu'il a été. Néanmoins, le capital d'autorité politique qu'il représente sera utilisé au maximum.

Présentement la direction du Parti flotte et mène son travail uniquement sur un plan bureaucratique en prenant les précautions classiques de la bureaucratie stalinienne. Comme toujours ce qui domine ses préoccupations, c'est de savoir ce que sera demain la politique de Staline et de l'U.R.S.S. pour ne pas faire d'impairs et pour éviter la critique des maîtres du Kominform.

Le drame d'un Duclos c'est d'avoir fait les 14 et 15 février un rapport devant le Comité Central mettant au premier rang la lutte contre le réarmement allemand et de voir surgir le 17 février une déclaration de Staline (la fameuse interview) ne disant pas un mot sur l'Allemagne. Depuis, le secrétaire général intérimaire semble très ennuyé. Il s'est même fait porter malade.

Que veut donc dire et faire Staline ? Quelle manœuvre va-t-il réaliser à la Conférence des suppléants et ultérieurement, si elle a lieu, la Conférence des Quatre ? Ne croyons surtout pas que Staline informe et prévient les dirigeants communistes français de ce qu'il fait ou veut faire. Ce n'est pas la première fois qu'il les surprendra par ses décisions. Rappelons-nous le Pacte germano-soviétique de 1939 et bien d'autres faits.

Aussi actuellement, la direction du P. C. F. est-elle prudente et précautionneuse. Elle s'efforce de ménager toutes les éventualités. Seulement, cela n'arrange pas la situation intérieure du Parti. Les militants voudraient être plus clairement fixés sur la politique à mener et surtout sur la hiérarchie des problèmes et des sujets d'action. C'est précisément cela que la direction du Parti ne veut pas présentement formuler. Au contraire, elle s'efforce de tout mêler pour pouvoir, demain, dire ce qui devait être juste et mis en avant aujourd'hui. C'est ce qu'on appelle dans le jargon des bureaucrates staliniens « traverser un moment de transition ».

Le récent Comité Central et l'attentisme prudent des dirigeants

Les récents débats de la session du Comité Central de Saint-Denis, les 14 et 15 février, en sont une significative illustration.

La convocation brusquée de cette réunion avait surtout pour but de rassurer l'opinion interne du Parti sur la situation de sa direction et sur son unité. Mais J. Duclos, Secrétaire général intérimaire poursuivait également la réalisation d'un autre objectif non moins important, solidariser l'ensemble de la plus haute instance du

Parti avec la politique actuelle du noyau dirigeant.

Dans son long rapport où toutes les questions sont volontairement mélangées Jacques Duclos a surtout souligné l'unité inébranlable du Bureau Politique tout en appelant le Parti à accentuer sa vigilance contre les déviations. Il brossa un tableau sévère des fautes commises et des faiblesses constatées lors de la préparation et de la réalisation des dernières manifestations parisiennes. Jacques Duclos reconnaissait ainsi l'échec de ces tentatives tout en déchargeant les dirigeants du Parti de leurs responsabilités. Enfin, Jacques Duclos mettant au second plan, tout en montrant leur importance, les problèmes d'agitation sociale et revendicative traça comme tâche essentielle des militants la campagne de signatures contre le réarmement allemand en la corsant par la création de Comités Locaux d'action.

Une première remarque s'impose quand on examine attentivement les travaux et les débats de ces deux journées de réunion du Comité Central. Outre le rapport de Jacques Duclos, seulement trois autres membres du Bureau Politique sur 12 prirent la parole au cours des débats. Ce sont André Marty, Laurent Casanova, et Raymond Guyot.

Ainsi des personnalités comme Lecœur, Secrétaire du Parti, Billoux, Fajon, Tillon, Rochet, Mauvais, Michaut, membres du Bureau Politique s'abstinrent prudemment de prendre position.

Quant aux membres du Comité Central 17 seulement sur 80 montèrent à la tribune pour apporter leur accord avec le long rapport présenté par Jacques Duclos.

Ce silence des trois quarts de l'effectif du Bureau Politique et du Comité Central traduit à la fois le grave malaise existant dans le Parti et jusqu'au sommet de la hiérarchie, mais aussi une espèce d'attentisme et de prudence de la part des plus hauts dignitaires communistes.

Dans son discours de clôture, Jacques Duclos a jeté beaucoup de lest pour essayer de surmonter ce malaise, ce mécontentement, et l'étonnant silence de l'aréopage qui l'entourait.

Une seconde remarque doit être faite. Marty et Casanova sont intervenus dans un tout autre sens que Duclos. Autant celui-ci a tenu à mettre l'accent sur une orientation relativement pacifique de l'action du Parti, Marty et Casanova ont été véhéments pour réclamer une orientation plus virile et une préparation plus intense de formes d'action directe contre la politique gouvernementale française. Entre ces deux aspects de la discussion, la plupart des membres du Comité Central se sont soigneusement abstenus de prendre position.

L'attentisme de la bureaucratie est la dominante actuelle de l'état réel de la direction du P. C. F. C'est là une circonstance aggravante qui se répercute fortement dans toute la structure du mouvement communiste et qui renforce le malaise en développement dans les organisations du Parti et au sein de ses satellites.

En marge de l'interview de Staline

Le plan d'aménagement de la nature en U.R.S.S.

(De notre correspondant de Stockholm)

Le plan d'aménagement de la nature comprend le reboisement artificiel, la transformation du système entier d'irrigation, la construction d'hydrostations géantes, de canaux et de réservoirs.

Le plan de reboisement fut lancé en 1948. Il comprend la plantation de 6 millions d'hectares de forêts sur une étendue de 112 millions d'hectares, le creusement de 44.000 étangs et réservoirs et un grand nombre d'autres travaux d'irrigation locale. Depuis l'été de 1948, les paysans soviétiques creusent ces étangs et ces réservoirs, plantent des forêts et les soignent.

A peine deux ans après sa mise en vigueur, il apparut que le plan de reboisement serait insuffisant pour « refaire » la nature. Il dut être complété par de « nouveaux projets grandioses du génie stalinien » et, dans la seconde moitié de 1950, le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. édictait six nouvelles règlementations de complément.

Le règlement du 18 août 1950 prescrit un nouveau système d'irrigation pour l'Ukraine, la Crimée, le Caucase, les provinces de la Volga et les Républiques de l'Asie centrale. Sur une étendue de plus de quatre millions d'hectares, les anciens canaux permanents doivent être remplis, les arbres abattus, le sol nivelé et de nouveaux canaux creusés.

Les règlements des 21 et 31 août 1950 prévoient la construction de deux gigantesques centrales électriques sur la Volga : une à Kouibychev et l'autre à Stalingrad. Ces deux centrales doivent produire au total 20 milliards de kwh., c'est-à-dire dix fois plus que la production de la Russie pré-révolutionnaire. Près de Kouibychev, il y aura un réservoir de la taille du lac Ladoga. Un réservoir semblable existe déjà près de Stalingrad, c'est-à-dire à un endroit où la Volga n'a presque pas de rives. Par conséquent des milliers de kilomètres de digues, de canaux, de pipe-lines et de lignes électriques devront êtres construits. Derrière la Volga et près de la mer Caspienne, 14 millions d'hectares de steppes devront être irrigués, c'est-à-dire une zone plus grande que la Belgique, la Hollande et le Danemark réunis.

D'après le règlement du 12 septembre 1950, le creusement d'un canal de 1.100 km. de long a été décidé. Ce canal ira de l'estuaire de l'Amou-Daria, à travers le désert de Kara-Koum, joignant l'Amu-Daria à la mer Caspienne à Krasnovodsk. En même temps, 1.200 km. de canaux supplémentaires et un réseau entier de canaux d'irrigation devront être établis. Trois hydrostations seront construites sur le canal principal et 40 % de l'eau de l'Amou-Daria proviendront en dérivation de la mer d'Aral, aux fins d'irriguer 1,3 million d'hectares de champs et d'humidifier 7 millions d'hectares de steppes et de désert pour les transformer en paturâges. Le règlement du 21 septembre 1950 ordonne la construction, à Kakhovka, sur le Dniepr, d'une centrale d'une puissance de 150.000 kw., d'un réservoir contenant 6 milliards de m3 d'eau, ainsi que le creusement du canal Sud-Ukrainien et du

canal de la Crimée du nord, d'une longueur totale de 550 km., au long de la ligne Kakhovka-Molitopol-Dzhankoi-Kertch, ainsi que l'utilisation annuelle de 19 milliards de m3 d'eau du Dniepr pour irriguer 1.5 million d'hectares de champs et 1,7 million d'hectares de pâturages.

Finalement, le 28 décembre 1950, le projet de construction du canal Volga-Don fut rendu public. Le canal Volga-Don aura une longueur de 101 km. ; il faudra établir 13 écluses sur le canal, faire une digue de 13 km. de long sur le Don à Tsymlianskaia, creuser un réservoir de 180 km. de long et de 30 km. de large, ayant un contenu de 12,6 milliards de m3 d'eau (la « Mer du Don »), édifier une hydrostation à Tsymlianskaia de 160.000 kw. et un port à Rostov-sur-le-Don lequel, lorsque le système entier fonctionnera, deviendra le port de cinq mers : mer Blanche, mer Baltique, mer Caspienne, mer d'Azov et mer Noire.

Les travaux sus-mentionnés exigeront plus de 2 milliards de m3 de terrassements, plus de 30 millions de m3 de constructions. Durant les sept prochaines années, le travail de millions de forçats et de millions de paysans, d'employés et d'ouvriers, sera requis. Toutes ces constructions coûteront probablement la somme astronomique de 25 à 30 milliards de roubles-or, non compris, bien entendu, le coût en vies humaines.

Les chefs communistes tchécoslovaques parlent

La chronique sur les événements de Tchécoslovaquie parue dans le précédent *B.E.I.P.I.* avait été écrite bien avant la publication des informations concernant la réunion du Comité Central du Parti communiste de Tchécoslovaquie et l'Assemblée du Comité d'Action du Front National.

Le Comité Central du Parti a siégé durant quatre jours à Prague du 21 au 24 février ; le comité d'action du Front National s'est réuni le 25.

Les informations de Prague relatent trois discours importants prononcés devant le Comité Central du Parti par MM. Gottwald, président de la République et Rudolf Slansky, secrétaire général du Parti. M. Zapotocky, président du Conseil des Ministres a seulement été chargé de prendre la parole devant le Front National Tchécoslovaque qui n'est qu'une organisation auxiliaire du Parti pour s'assurer une plus large assise dans certains milieux tchèques et slovaques n'appartenant pas formellement aux organisations communistes.

Ces trois exposés des dirigeants communistes actuels de Prague n'infirment pas, au contraire, notre chronique de la quinzaine dernière.

M. Gottwald a réussi provisoirement et « tant bien que mal » ainsi que nous le disions, a surmonter les menaces qui pesaient sur lui. Il a été obligé après plusieurs mois de silence de prendre l'initiative de la révélation de la crise interne de son Parti et des graves difficultés qui se sont développées dans l'économie du pays.

M. Gottwald affirmant officiellement l'abaissement du rendement et de la productivité ouvrière et soulignant les « tendances rétrogrades des progrès économiques » (sic) s'est violemment dressé contre l'augmentation des prix de revient et la disproportion grandissante entre les salaires et la productivité. Il s'agit là d'une confirmation extrêmement significative de l'état d'esprit des travailleurs industriels qui luttent avec une ténacité remarquable contre le nouveau régime et les conditions de travail aggravées qu'il leur impose.

M. Gottwald reconnaît implicitement le vaste mouvement de résistance, de sabotage et de grèves perlées qui constituent les causes profondes de l'abaissement du rendement et de la productivité.

Le Président de la République qui veut être encore le chef du Parti avoue les énormes difficultés rencontrées à la campagne tant parmi les paysans continuant à travailler leurs terres et baptisés « koulaks » que parmi les coopératives agricoles et même au sein des fermes d'Etat. Tout en démentant que les difficultés d'approvisionnement en pain et farine soient dues à une réduction des livraisons soviétiques, M. Gottwald est obligé de parler d'un « accroissement catastrophique » (sic) de la consommation du pain et de la farine qui nécessite un rationement immédiat pour toute la population.

Il est probable que M. Gregor, ministre du Commerce extérieur, qui était à Moscou juste avant la réunion du Comité Central du Parti et qui rentra à Prague deux jours avant que soit convoquée cette importante réunion, a ramené l'assurance que certaines livraisons de blé soviétique seraient faites dans les jours prochains. La concordance troublante entre la prise de position de M. Gootwald dans la crise du Parti et la promesse stalinienne de livraisons de blé est significative. D'autant plus que depuis des mois et malgré les demandes réitérées de Prague les livraisons soviétiques et hongroises étaient interrompues.

M. Gottwald a employé pour s'en tirer le procédé stalinien classique. Il a mis en cause un certain nombre de personnalités déjà compromises, MM. Clémentis, Husak, Novomesky tous les trois ex-dirigeants communistes slovaques ainsi que M. Otto Sling, Secrétaire régional communiste de Brno et Mme Svermova, membre du Comité Central et du Secrétariat du Parti. Tous sont arrêtés et incarcérés. Le Président de la République les a violemment dénoncés comme espions au service de l'impérialisme occidental. Puis, il a pour sauvegarder sa responsabilité rejeté sur « les militants tant à la base que jusqu'au haut de l'échelle » le manque de vigilance. Enfin pour conclure sur ce point, le Chef du P. C. tchécoslovaque a esquissé avec une certaine mollesse un appel à l'épuration du Parti.

M. Gottwald a dû aussi préciser la politique extérieur de son gouvernement. C'était là une exigence formelle des dirigeants du Kominform. Les dirigeants communistes de Prague avaient dans la récente période, commis deux fautes impardonnables pour le Kremlin :

1°) Ils ne disaient presque jamais rien contre Tito et la Yougoslavie.

2°) Ils laissaient se développer en Tchécoslovaquie une campagne anti-allemande qui mêlait dans la même réprobation l'Allemagne de l'Est stalinisée et l'Allemagne de l'Ouest anti-soviétique.

M. Gottwald s'est efforcé d'expliquer qu'il fallait être anti-allemand pour l'Allemagne de l'Ouest et ami avec l'Allemagne orientale.

Quant à Tito, M. Gottwald a repris à son compte les insultes variées de la propagande stalinienne contre le chef de la Yougoslavie. Mais en même temps, il a tenu à démentir tous préparatifs d'attaque contre la Yougoslavie de la part de la Roumanie, de la Hongrie et de la Bulgarie.

La grande crainte stalinienne à l'égard de l'évolution de la crise intérieure tchécoslovaque s'est nettement exprimée dans l'affirmation assez sur-

prenante de M. Gottwald : « La Tchécoslovaquie *ne doit pas* devenir une nouvelle Yougoslavie. »

M. Slansky a limité son rapport devant le Comité Central du Parti aux problèmes agricoles et à la lutte contre les koulaks c'est-à-dire contre les paysans non-collectivisés.

Quant à M. Zapotocky, il a surtout tenté d'expliquer que si le pain est rationné ce n'est pas à cause de la pénurie mais au contraire, parce qu'il existe des stocks considérables (!). Puis il a indiqué que la solution consistait à rationner le pain et à augmenter son prix pour obliger les gens à en acheter moins. Singulière conception socialiste du ravitaillement populaire. Seulement M. Zapotocky ne semble pas avoir dit un mot sur la crise interne du Parti communiste et du Front National.

L'épuration stalinienne est en plein développement en Tchécoslovaquie. Il faut s'attendre à de nouvelles et importantes transformations dans le personnel communiste dirigeant. Mais il faut s'attendre aussi à une terrible répression parmi le ouvriers et les paysans qui résistent héroïquement à la colonisation soviétique de leur pays.

Le 30ème anniversaire de la conquête de la Géorgie par l'U.R.S.S.

C'est en 1921 que l'U.R.S.S. a conquis militairement la Géorgie.

La République de Géorgie, proclamée indépendante le 26 mai 1918, avait été reconnue par le Conseil Suprême des Alliés et par l'U.R.S.S. elle-même, le 7 mai 1920.

Le 11 février 1921, sans déclaration de guerre, l'Armée rouge envahit la Géorgie ; le 25 février, les Russes prennent Tiflis ; le 21 mars, la prise de Batoum achève l'annexion.

Les Géorgiens n'ont jamais accepté cette conquête ; pour que leur droit à l'indépendance ne puisse être considéré comme prescrit, ils ont protesté sans cesse, par les insurrections du peuple géorgien aussi bien que par les déclarations de l'émigration géorgienne.

La plus grande partie des émigrés géorgiens est réfugiée en France. L'ensemble de l'émigration géorgienne donne d'ailleurs un exemple à peu près unique dans les annales de l'émigration : de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, les Géorgiens émigrés se sont unis, en vue de l'indépendance nationale, sous l'autorité unique d'un *Centre National Politique Géorgien,* qui groupe les socialistes révolutionnaires, les nationaux-démocrates, les nationalistes, les indépendants et les militaires.

La position britannique à Hong-Kong

Le gouvernement britannique garde le secret sur ses intentions à l'égard d'Hong-Kong. Aucune déclaration n'a précisé quelle serait l'attitude de Londres en cas d'attaque chinoise : défense acharnée avec le soutien de toutes les forces anglaises d'Extrême-Orient ou évacuation?

La colonie elle-même regrette l'absence d'une prise de position ferme, qui aurait sur place le meilleur effet moral ; mais, d'autre part, cette incertitude où Pékin est volontairement maintenu constitue sans doute l'un des meilleurs atouts de Londres.

Le problème d'Hong-Kong est d'ailleurs dans la dépendance de toute la politique britannique en Extrême-Orient, qui est commandée par deux préoccupations :

1°) Ne pas briser l'unité du bloc occidental en face de l'impérialisme stalinien : c'est pourquoi la Grande-Bretagne ne s'est finalement pas dérobée au vote demandé par les U.S.A. à l'O.N.U. reconnaissant la Chine comme agresseur.

2°) Néanmoins, ne pas revenir sur la reconnaissance du gouvernement de Mao Tsé Toung ; maintenir les rapports diplomatiques — à vrai dire assez minces — établis entre Londres et Pékin; conserver en Asie des contacts permettant d'exploiter les dissensions qui pourraient y intervenir à brève ou plus vraisemblablement à longue échéance.

De son côté, l'ensemble du Commonwealth reste très réservé à l'égard du point de vue américain selon lequel la guerre existe déjà pratiquement en Extrême-Orient. Seules la Nouvelle Zélande et l'Australie sont assez proches de ce point de vue, mais elles répugnent à la conséquence qu'en tire Washington : le réarmement japonais.

Cette position indépendante et nuancée de la Grande-Bretagne a peut-être contribué à éviter une attaque chinoise sur Hong-Kong. Si une telle attaque se produisait ; il est peu probable que la colonie britannique, pourtant très fortement armée, puisse résister indéfiniment.

Le gouvernement de Mao-Tsé-Toung a trouvé son intérêt dans la présence anglaise à Hong-Kong. Le port est une voie commerciale clandestine pour l'importation des marchandises américaines. En outre, la Chine escompte se servir de la colonie britannique comme d'une sorte d'otage qui lui permet d'exercer une pression discrète sur Londres, d'accentuer le décalage entre la Grande-Bretagne et les U.S.A. et de dissocier l'entente occidentale.

C'est pourquoi Londres a pu envisager avec une tranquillité relative l'avenir de Hong-Kong. Les Américains pensent au contraire que les avantages qu'apportait aux Chinois la présence britannique ont été sérieusement dévalués. Washington a mis en effet l'embargo sur le commerce américain transitant par Hong-Kong, ne laissant plus pénétrer dans la colonie que les marchandises destinées à la consommation locale ; par suite la contrebande en direction de la Chine est maintenant très réduite. D'autre part le gouvernement britannique ayant manifesté clairement que l'indépendance de sa position n'irait jamais jusqu'à rompre la solidarité occidentale en face du Kremlin et de ses satellites, il semble douteux aux Américains que Mao puisse encore considérer Hong-Kong comme un moyen de pression suffisamment efficace pour être épargné.

Aussi les Américains sont-ils beaucoup plus pessimistes que les Anglais sur l'avenir de la colonie. Le Conseil des U.S.A. a notifié aux familles américaines de se préparer à partir. La Chase National Bank, l'une des deux banques

américaines, a fermé sa filiale à Hong-Kong. La Pan American Airway a évacué les familles de ses employés depuis plusieurs semaines.

On pense à Hong-Kong que les Anglais se trouveraient automatiquement aux côtés des Américains s'il survenait une guerre générale, mais qu'ils conserveront jusque-là une attitude assez souple pour éviter toute intervention ouverte de la Chine contre la colonie.

Les Anglais sont plutôt en éveil contre une intervention « indirecte », sous forme d'agitation révolutionnaire, de grèves, de sabotages, de mouvements insurrectionnels « spontanés » à l'intérieur du territoire d'Hong-Kong.

Mais ils se sentent capables, dans une telle éventualité, de rester maîtres de la situation. La garnison britannique a un moral très élevé, les troupes anglaises qui se sont le mieux conduites en Corée ayant été entraînées précisément à Hong-Kong. Les défenses ont été considérablement renforcées par l'envoi de canons, la construction de routes stratégiques pour les tanks, etc..., et une tentative de révolution serait vraisemblablement écrasée.

En outre, les Anglais ont le sentiment que leur prestige auprès de la population indigène d'Hong-Kong est nettement raffermi depuis les dernières semaines, et que cette remontée de prestige est décisive pour écarter une éventualité révolutionnaire. Ils l'attribuent à l'heureux effet produit par les relations cordiales entre Londres et Dehli, et aussi à l'assurance que la population de la colonie continuera à recevoir des marchandises américaines.

Telles sont les raisons du calme et de la confiance britannique à Hong-Kong.

ÉTUDE

La lutte des paysans bulgares

La Bulgarie est un pays essentiellement agricole. 80 % de la population vivent à la campagne, grâce à la culture des céréales (oléagineux, fourrages ainsi que de l'élevage, moutons surtout).

Quand la Bulgarie s'est constituée en Etat indépendant en 1878 les terres furent partagées entre les paysans.

Selon les données du recensement de 1946 (*Troud* du 24 décembre 1948) les terres sont partagées comme suit :

Propriétés au-dessous de 1 ha., 157.693 propriétaires soit 13 % ; de 1 à 5 ha., 676.264 propriétaires soit 65 % ; de 5 à 10 ha., 276.377 propriétaires soit 15 % ; et au-dessus de 10 ha., 84.570 propriétaires soit 7 %, au total 1.194.904 propriétaires.

85.000 propriétaires, soit 7 % de la population rurale possèdent plus de 10 ha alors que 65 % des propriétaires ne détiennent même pas 5 ha. C'est le type même d'une démocratie agraire.

Débuts de la pression communiste sur la paysannerie

Après la prise du pouvoir par les communistes, en septembre 1944, la soi-disant unité des paysans et des ouvriers fut proclamée. Dès le début, les communistes employèrent tous leurs efforts pour liquider la bourgeoisie, nationaliser l'industrie, le commerce et les banques, ainsi que pour imposer au pays une Constitution soviétique.

Il leur fallut quatre années pour y parvenir.

En même temps ils entreprirent un complet asservissement des paysans grâce aux lois suivantes :

1) 1945. — Loi sur le droit de posséder des terres, Elle interdisait aux citadins l'achat des terres et ne permettait pas d'avoir plus de 20 ha (exceptés 4 districts de la Dobroudja où l'on pouvait posséder 30 ha. par individu).

2) Loi sur les impôts progressifs. Bien que cette loi n'ait pas visé les paysans, elle avait pour but de créer la discorde en favorisant les petits et les moyens cultivateurs. Tous les contribuables possédant moins de 3 ha, 5 moutons et 1 vache étaient dispensés d'impôts sur les revenus. Mais cette faveur fut accompagnée d'une sensible majorations d'impôts indirects (triple et quadruple) sur les articles de première nécessité tels que sel, pétrole d'éclairage, cigarettes, allumettes, etc...

3) 1947. — Loi sur la nationalisation. Celle-ci sans être directement dirigée contre les paysans, permit néanmoins l'expropriation des ateliers d'artisans dans les villages, des moulins et des huileries.

4) 1948. — Loi sur l'expropriation des machines agricoles, en vertu de laquelle, seuls l'Etat, les kolkhozes et les « stations de machines agricoles » étaient autorisés à posséder de telles machines. Celles-ci furent rachetées aux propriétaires à des prix dérisoires.

5) Loi du 3 décembre 1948, qui supprimait le métayage sous prétexte d'appliquer le principe socialiste (abolition de l'exploitation du travail humain).

6) 1948. — Loi sur les Biens de l'Etat, dont l'article 4 autorisait le Conseil des Ministres à exproprier les cultivateurs pour les besoins des kolkhozes et des sovkhozes. Sous l'apparence de la légalité on put exproprier les cultivateurs anticommunistes et échanger leurs propriétés cultivables contre des terrains incultes.

7) La loi sur le Plan biennal (1947-1948) qui prévoyait la planification des kolkhozes, des sovkhozes et des stations de machines agricoles.

Opposition légale des agrariens

Les mesures prises par le gouvernement communiste provoquèrent une vive réaction dans les villages bulgares. Une résistance accrue se fit jour et elle se manifesta dans les combats de l'opposition agrarienne et socialiste. Cette lutte, déclenchée au mois d'août 1945 dura jusqu'au mois de septembre 1948. Les paysans y prirent une part très active aux prix de nombreuses victimes. Ils y perdirent leur chef Nicolas Pétkov, leader du parti agrarien, pendu par les communistes au mois de septembre 1947.

Les communistes n'hésitaient guère à employer

tous les moyens pour créer des kolkhozes calqués sur le modèle soviétique. Cependant, jusqu'à la fin de 1948, c'est-à-dire à la veille du 5e Congrès du Parti communiste, la culture des céréales était uniquement due à l'initiative privée, malgré des milliards de lévas accordés à titre de subventions aux kolkhozes.

Selon les aveux faits devant le 5e Congrès du P. C. tenu du 18 au 24 décembre 1948, par Dobry Tarpéchève lui-même, alors ministre du Plan, la production des kolkhozes et des sovkhozes réunis ne représentait que 8 % de la production totale agricole, 92 % de celle-ci étaient fournis par les propriétaires indépendants.

Vers la planification de la campagne

L'hostilité des paysans bulgares envers le régime amena les staliniens à faire une guerre ouverte à la paysannerie.

Leur nouvelle politique s'exprimait par le plan quinquennal qui stipulait pour la période allant de 1949 à 1953 la création « bénévole » de 4.000 kolkhozes, comprenant 3.000.000 d'hectares et englobant 60 % des propriétaires.

Comme il n'y avait à la fin de 1948 que 1.163 kolkhozes, totalisant 269.144 ha et 73.569 membres, sur un total de terres arables égal à 4.761.336 ha avec 1.194.904 propriétaires, on voit qu'il fallait en quatre ans accomplir une œuvre gigantesque.

La course à la collectivisation

Le retard du plan d'ensemencement provoqua la mise sur pied d'une loi draconienne de réquisition des récoltes. En même temps des dispositions sévères étaient prises pour développer l'ensemencement.

Les directives du Conseil National du « Front Patriotique » soulignent entre autres :

« *Il faut expliquer à la population rurale que les terres des cultivateurs qui refuseraient de les labourer et ensemencer seront confisquées pour être remises, soit aux sovkhozes, soit aux kolkhozes, soit à des paysans sans terres. Eux-mêmes, sans aucune exception, seront jugés en application de la loi sur le sabotage économique* » (*Troud* du 26 février 1949).

Il y avait donc des difficultés sérieuses. Or, selon les renseignements recueillis dans la presse communiste on peut établir qu'à la fin de 1949, on avait doublé l'étendue des kolkhozes.

En 1950, ce fut une course effrénée à la collectivisation. Elle permit au gouvernement d'obtenir, 3 ans plus tôt, les résultats escomptés pour 1953.

Voici la liste des décrets et des lois relatifs à la collectivisation. Elle illustre cette course insensée.

Arrêté du 22 mars 1950 sur les semailles du printemps. — Arrêté du 13 avril 1950 sur les quantités obligatoires de produits agricoles qui doivent être vendus d'office à l'Etat. — Arrêté du 15 avril 1950 sur les délais obligatoires pour l'ensemencement du tabac. — Lettre circulaire du 20 avril 1950 du P. C. ordonnant la mobilisation des comités départementaux, des districts et de la base, pour la réquisition de la récolte aux termes prescrits. — Conférence Nationale des kolkhoziens du 7 mai 1950, destinée à l'élaboration d'un règlement modèle des kolkhozes. — Arrêté Ministériel du 20 mai 1950 sur la réquisition des produits agricoles aux termes prévus pour la récolte de 1950. — L'ukase du Præsidium du Sobranié du 19 juin 1950, instituant des médailles en faveur des membres des kolkhozes ayant enregistré des succès de production dans l'agriculture et dans l'élevage. — Arrêté Ministériel du 21 août 1950 sur la réquisition du raisin.

Le champion de cette course fut le moscovite V. Tchérvénkov, Président du Conseil des Ministres. Il obtint ainsi le poste de Secrétaire général du P. C., vacant après la mort de Georges Dimitrov.

Dans son rapport présenté au Comité Central du P.C. les 7 et 8 octobre 1950, il souligne :

« *Les paysans, collectivisés ou non, livrèrent à l'Etat en* 1950, 29 % *plus de produits qu'en* 1948, *année d'abondance et environ* 4 *fois plus qu'en* 1949. »

La façon avec laquelle ces réquisitions ont été effectuées apparaît dans le rapport :

« *Des mesures décisives ont été prises envers les koulaks et les saboteurs, ainsi que vis-à-vis de tous ceux qui n'avaient pas accompli les obligations envers l'Etat : leurs produits furent saisis.* »

La résistance passive des paysans

La lutte s'étendit dans le pays.

Dans beaucoup de régions, notamment dans celles de Bourgas, de Gorna Orékhovitza, de Roussé, de Choumén, etc..., les cellules du Parti et les soviets départementaux furent accusés d'avoir cédé à la pression des « koulaks », parce qu'ils avaient demandé la diminution des quantités prescrites par le plan, celles-ci ayant été jugées exorbitantes :

« *Les cellules et les soviets départementaux de la région de Staline ont sous-estimé la résistance des koulaks. Ils n'ont pas compris que les koulaks essayeraient d'empêcher les petits et moyens cultivateurs d'effectuer les livraisons à l'Etat et qu'ils les pousseraient aux premiers rangs de cette lutte, eux-mêmes restant dans l'ombre.* » V. Tchérvénkov — *Novo Vrémé*, n° 10, 1950).

Les vagues de terreur se sont succédées. Tous les paysans bulgares furent désignés en bloc sous le nom de « koulaks ». Leur résistance constitue la principale préoccupation de la presse communiste :

« *Le* 8 *août dernier, dans le village de Vitchévo (district de Staline) le Soviet local condamne à sœurs Dora et Stanislava Jékov coupables de* 10 *ans de prison et à* 120.000 *lévas d'amende les stockage de* 6.000 *kgs de céréales et de port illégal de deux pistolets. Des mesures administratives ont été prises contre les personnes qui répandaient une propagande hostile au régime démocratique et populaire* » (*Troud*, 11 août 1950).

« *La Cour de Nikopol a condamné à* 1 *an de prison avec amende et confiscation des biens,* 4 *paysans membres du P. C. qui avaient caché leurs céréales* » (*Rabotnitchesko Délo*, 1-12-50).

« *La classe capitaliste a son soutien dans les villages. Les koulaks résistent avec acharnement. Ils ne fournissent pas les céréales. Ils les cachent ou les donnent aux bêtes. Dans chaque maison l'on a découvert des endroits secrets. On a trouvé, dans des caves creusées profondément des porcs de* 200 *kgs* » (*Otétchéstvén Front*, 8-12-50).

« *Dans beaucoup de kolkhozes les agissements criminels des koulaks se font sentir de plus en plus souvent. L'abattage illégal de bêtes, surtout des chevaux, est pratiqué systématiquement. Cela présente un grand danger, et peut nous menacer de la perte d'une partie considérable du cheptel, ce qui nuirait à notre économie nationale* » (*Rabotnitchésko Délo*, 13-12-50).

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

ALLEMAGNE ORIENTALE

Les dessous de la réunification

Dans les précédents numéros du *B.E.I.P.I.*, nous avons déjà eu l'occasion de montrer comment les propositions de M. Grotewohl, président du gouvernement de la zone soviétique, adressées à M. Adenauer, et visant à provoquer des négociations sur la réunification et la démilitarisation de l'Allemagne, se doublaient d'une campagne orchestrée destinée à impressionner l'opinion des Allemands de l'Ouest et à forcer la main au gouvernement de Bonn. Aujourd'hui, nous nous proposons d'éclaircir quelques points qui permettent de mettre en lumière les méthodes communistes.

Contrairement à ce qui est généralement admis, la proposition de conversations entre Allemands n'a pas été lancée par des communistes de bon crû, mais bel et bien par un ancien social-démocrate. En effet, M. Grotewohl, le promoteur de la réunification allemande, n'a adhéré que tardivement au parti communiste, la S.E.D., mais reste chargé d'un passé social-démocrate. De même, c'est le nom de M. Kastner, président du parti social-chrétien de l'Est qui est mis en avant pour mener, du côté oriental, d'éventuelles discussions avec le gouvernement de Bonn. Les raisons en sont évidentes : les communistes utilisent ainsi fort habilement les otages politiques tels que le professeur Kastner qui, en fait, n'est autre chose qu'une marionnette entre leurs mains. En agissant ainsi, la S.E.D., et les Soviets qui sont derrière, essaient de donner le change et d'abuser l'opinion publique en Allemagne occidentale. De plus, cette tactique leur permet, le cas échéant, de désavouer toutes les concessions que leurs hommes de paille pourraient être amenés à consentir.

L'allié naturel, la S. E. D. le trouve évidemment dans le parti frère, le P. C. d'Allemagne occidentale. Celui-ci déploie depuis trois mois une intense activité de propagande, et pour endormir l'inquiétude de bien des Allemands, se fait remarquer par l'absence de toute agitation sur le plan des revendications sociales. Depuis que l'offensive Grotewohl est déclenchée (le 30 novembre dernier), il n'y a plus de grèves d'inspiration communiste dans la trizone.

Soucieux de ménager les milieux pacifistes et antimilitaristes, le P. C. occidental s'abstient de toute condamnation de l'idée et du principe même du neutralisme (contrairement à l'attitude prise à ce sujet par les communistes français : voir le *B.E.I.P.I.*, n° 41). Et comme les pacifistes et neutralistes allemands se recrutent essentiellement dans les milieux protestants, une sourdine a été mise par la presse de la S.E.D., aux attaques précédemment dirigées contre les Eglises en zone soviétique, et plus particulièrement contre les Eglises protestantes.

L'attitude officielle des deux grands partis de l'Ouest est connue : M. Adenauer a répondu avec dignité et fermeté aux offres de M. Grotewohl. Quant à M. Schumacher, leader de la social-démocratie, son refus de se commettre avec les autorités pro-soviétiques de l'Est est même antérieur à la prise de position catégorique de M. Adenauer. Toutefois, une déclaration récente de M. Schumacher semble témoigner un certain revirement : l'opposition à l'idée de neutralisation de l'Allemagne y est fortement atténuée. Il y a là une faille entre les deux hommes d'Etat que les communistes essaieront sûrement d'exploiter.

Les communistes font circuler des bruits sur leur prétendue volonté de consentir des concessions importantes. Celles-ci porteraient, laisse-t-on entendre, sur les élections dont à la rigueur ils admettraient le caractère démocratique et secret. Mais on connaît l'étrange conception qu'ont les communistes de la notion même de compromis et de concession mutuelles qui, à leurs yeux, ne sont que des moyens pour arriver à leurs fins. L'exemple des compromis négociés entre les communistes et les autres partis dans les démocraties populaires au lendemain de la guerre, puis leur rejet pur et simple au moment jugé propice, témoignent du peu de crédit que l'on peut accorder à ces sortes de conventions.

Déficiences de l'agriculture et collectivisation imminente

La récente fusion des organisations paysannes, laissions-nous prévoir dans un des précédents numéros du *B.E.I.P.I.*, préluderait à des mesures de collectivisation de l'agriculture allemande. La zone soviétique, érigée en une république du type démocratique et populaire est, en effet, le seul pays satellite de l'U.R.S.S. à n'avoir pas encore commencé à ériger des coopératives agricoles, préfigurations des kolkhozes. Certes, ici comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale, on avait procédé à la réforme agraire, c'est-à-dire au démembrement des exploitations agricoles de quelque importance. La deuxième phase, celle du regroupement des parcelles morcelées au sein des coopératives, réclamée avec insistance par les Soviets, ne doit plus tarder à être inaugurée. M. K. Vieweg (S.E.D.), secrétaire général de la nouvelle Union Paysanne, s'est rendu à Moscou pour y prendre des ordres :

« *Il doit présenter aux autorités soviétiques à Moscou,* précise la *Neue Zeitung* du 1er février, *des projets ayant pour but la création, avant la fin de l'année en cours, d'au moins* 1.000 *kolkhozes, dénommés coopératives agricoles. Des instructions dans ce sens ont déjà été édictées. Quelles que soient les circonstances, a ordonné M. Vieweg peu avant son départ pour Moscou,*

nous devons créer des exploitations s'inspirant du modèle soviétique... Par ailleurs, Vieweg qui est un ancien trafiquant du marché noir, a critiqué violemment l'incurie régnant dans les Domaines de l'Etat. Des milliers d'exploitations où l'on avait installé des réfugiés de Pologne, sont à nouveau désertes, les réfugiés les ayant abandonnées. Les Domaines de l'Etat ne sont pas rentables car les dirigeants n'en sont pas des agriculteurs mais des personnes incompétentes, désignées à cause de leur seule appartenance au Parti. Les entreprises agricoles vont à vau-l'eau, déclare un rapport officiel de la zone soviétique.»

Abordant les mêmes problèmes, le *Taegliche Rundschau* du 28 janvier, titre : « *Les petits dictateurs de nos campagnes* ». Pour illustrer sa démonstration, le journal de l'Armée rouge en Allemagne cite l'exemple de la commune de Prestin où « *en vue de la réparation de la route vicinale, les administrateurs locaux ont prescrit à chaque famille de fournir un manœuvre, sous peine de sanctions graves en cas de refus.* »

Passant alors aux problèmes de la collectivisation, le *Taegliche Rundschau* constate que « *près de 70 % des communes du Mecklenbourg ont mis sur pied un plan de travaux à effectuer en commun, mais lorsqu'on examine ces projets, on s'aperçoit qu'ils fourmillent d'erreurs. Il est évident que certaines communes n'ont élaboré le programme que comme un devoir. Dans telle autre commune, le prétendu plan ne mérite même pas son nom : Il n'est qu'une énumération pure et simple des différents points contenus déjà dans les intructions reçues.* »

Autrefois, les provinces allemandes de l'Est constituaient le grenier de l'Allemagne occidentale qui, à son tour, fournissait aux Laender orientaux machines et produits manufacturés. Aujourd'hui, par suite d'une gestion désastreuse des entreprises agricoles, les cinq Laender de la zone soviétique ne produisent même pas assez de denrées alimentaires pour leur propre population.

Méfaits bureaucratiques

Les excès de la bureaucratie qui sévit dans tous les régimes soviétiques et assimilés, font fréquemment l'objet de critiques de la part des dirigeants et de la presse. C'est même là un des rares domaines où la critique est relativement libre de dénoncer l'incurie et le mauvais fonctionnement des services publics. C'est une lacune beaucoup plus grave que l'on découvre maintenant à la lecture des journaux d'Allemagne orientale : Même le minimum de coordination qui est nécessaire à la marche de l'appareil ministériel de la zone soviétique, n'est pas assuré. Les services centraux des ministères se renvoient mutuellement des dossiers souvent importants. Les hauts fonctionnaires craignant pour leur situation personnelle, sont, si l'on ose dire, d'une passivité à toute épreuve. Bien entendu, ce sont les administrés qui font les frais de cette carence.

Prenant prétexte des retards apportés au relogement des sinistrés et des réfugiés de l'Est, le *Neues Deutschland* du 30 janvier, en vient à écrire :

« *Il en ressort que les ministères se rejettent mutuellement les responsabilités. Si le ministère des finances se déclare prêt à débloquer les fonds nécessaires pour assurer l'acquisition des matériaux de construction indispensables, de son côté le secrétariat d'Etat à la reconstruction prétend ignorer jusqu'à l'existence de la loi sur le relogement des sinistrés à la confection de laquelle il avait cependant participé. Ce sont les ministères du commerce intérieur, du commerce extérieur et le secrétariat d'Etat à la reconstruction qui ont été chargés de mettre en application la loi sur le relogement. Un haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat à la reconstruction vient de déclarer — ce qui contredit les dispositions de la loi elle-même — que son ministère était incompétent en la matière. Par ailleurs, des projets établis par le ministère de l'agriculture tendant à la révision complète de la politique des constructions rurales, est en souffrance depuis très longtemps au secrétariat d'Etat à la reconstruction, sous le prétexte que lesdits projets sont forclos. Par exemple le responsable de la répartition des bois de construction vient d'annoncer que pendant les 9 derniers mois, le ministère de l'Agriculture n'avait pris possession que d'un cinquième des contingents de bois qui lui avaient été alloués... Les cellules gouvernementales du Parti n'ont plus une minute à perdre si elles veulent redresser cette situation qui risque d'avoir des répercussions politiques.* »

Point n'est besoin d'être grand clerc pour deviner que la machine gouvernementale ne tourne pas rond en zone orientale, et qu'une épuration ne saurait tarder.

AUTRICHE

Les Russes préparent un nouveau kidnapping

L'*Arbeiter-Zeitung* du 17 janvier révélait que dans différents arrondissements de Vienne, occupés par les Soviétiques, des agents ou des policiers en civil (autrichiens) s'étaient rendus dans différents appartements en posant aux locataires des questions sur tel ou tel membre de leur famille, né en Russie ou sur un territoire actuellement annexé par la Russie. Certains de ces policiers laissaient entendre qu'ils avaient été envoyés par la Kommandantura soviétique, laquelle aurait l'intention de faire rapatrier prochainement toutes les personnes nées en Russie.

Entre autre, les enquêteurs interrogèrent un garçon âgé de 8 ans et né à Kœnigsberg. Comme Kœnigsberg a été annexée par la Russie, (cette ville s'appelle aujourd'hui Kaliningrad), il était facile de supposer que les Russes pourraient réclamer aussi ce garçon comme sujet soviétique.

La plupart des policiers chargés de cette mission sont membres du Parti Communiste. Mais les Russes n'envoient pas que des policiers ; dans certains cas, ils envoient des popes pour faire leurs enquêtes. Dans d'autres cas encore, des employés de la Kommandantura se rendirent chez

les concierges en leur enjoignant de dresser une liste de tous les locataires.

Le cri d'alarme de l'*Arbeiter-Zeitung* produisit deux effets aussi contradictoires qu'inattendus. L'organe communiste autrichien *Volksstimme* s'empressa de publier le lendemain (18 janvier) un démenti catégorique en insultant grossièrement le journal qui avait dénoncé ces machinations. Mais le surlendemain (le 19 janvier) un communiqué de la Préfecture de Police de Vienne confirmait que les visites-enquêtes avaient effectivement eu lieu, mais que la Kommandantura soviétique avait donné au Préfet de Police l'assurance qu'elle n'avait pas ordonné une telle mesure...

L'État soviétique — État patron

L'Autriche est le seul pays en Europe où le totalitarisme soviétique coexiste librement sur le plan économique avec des entreprises du type occidental. Les salariés peuvent donc faire, en toute liberté, toutes les comparaisons utiles, et la presse autrichienne, même celle de la zone soviétique, peut librement informer ses lecteurs des procédés employés par l'U.R.S.S. en tant qu'Etat patron.

On sait que l'U.R.S.S. a accaparé tous les gisements pétrolifères situés au nord de Vienne. En janvier dernier, toute la presse autrichienne était remplie d'informations sur la façon dont la direction russe de l'industrie pétrolière traite les ouvriers. Les autorités soviétiques se refusent à payer aux ouvriers les primes et autres allocations auxquelles ils ont droit en vertu de la loi et des conventions collectives, et que toutes les autres entreprises autrichiennes, qu'elles soient privées ou nationalisées, paient régulièrement.

Il y eut une assemblée tumultueuse des ouvriers de l'entreprise *Bau und Montage* relevant de l'Administration Pétrolière Soviétique, qui protestèrent contre le licenciement de 53 d'entre eux (dont 35 membres du Parti Communiste). Ces ouvriers avaient été renvoyés par le patron soviétique parce qu'ils s'étaient permis de critiquer la direction.

Par quelques-unes des interventions on apprit comment l'Administration soviétique procède pour frustrer les ouvriers des primes qui leur sont dues. Ainsi par exemple, afin d'obtenir un rendement maximum, on promet aux ouvriers chargés d'un forage des primes de célérité pour le cas où ils achèveraient leur travail avant la date fixée par le plan. Or, afin de se soustraire à l'obligation de payer ces primes, la direction s'arrange systématiquement, au moment où le travail est sur le point d'être achevé, pour ne pas livrer les tuyaux ou autres équipements indispensables. Ne les livrant qu'au lendemain de la date fixée, elle atteint son but; le travail est exécuté à la date prévue (à un ou deux jours près), mais les ouvriers qui l'ont achevé plusieurs jours avant cette date, ne touchent pas leur prime parce que les dernières manipulations n'ont pu être exécutées qu'après coup, faute de matériel et par la faute de la direction.

De tels procédés sont courants dans toutes les démocraties populaires. Il saute davantage aux yeux en Autriche, où la presse peut les dénoncer et où les intéressés eux-mêmes peuvent faire la comparaison entre les méthodes soviétiques et occidentales.

TCHÉCOSLOVAQUIE

La difficile construction d'une voie stratégique

En faisant abstraction du transit possible par la Pologne, les relations ferroviaires directes entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. se limitent à quelques lignes d'importance locale dans les Karpathes et à deux lignes principales seulement. Encore, ces dernières ne sont-elles qu'à voie unique. Pour remédier à cette insuffisance des communications ayant une valeur à la fois économique et stratégique, le gouvernement tchécoslovaque a entrepris de doubler une des deux lignes principales reliant le bastion occidental du glacis à l'Union Soviétique. La construction de cette voie supplémentaire a été confiée, sous la direction des chemins de fer, à des brigades de choc fournies par les départements. Or, une mauvaise organisation du travail et le peu d'enthousiasme des travailleurs ont jusqu'ici empêché le projet d'aboutir. La construction traîne en longueur et on n'en entrevoit même pas le terme. La presse techécoslovaque s'en plaint amèrement, comme en témoigent les passages suivants extraits du *Praca* du 16 février :

« *La Voie de la Fraternité relie notre patrie à notre grande alliée, l'Union Soviétique. Cette ligne à voie unique ne suffit plus au trafic sans cesse croissant entre nos deux pays. L'idée de doubler la Voie de la Fraternité est née avant même la victoire de la classe ouvrière chez nous, en février* 1948... *Cette œuvre a pu être entreprise dès cette même année.* »

Le *Praca* analyse comme suit les causes du retard considérable dans la construction :

« (1) *Une des erreurs fondamentales consiste dans la rémunération du travail. Alors que les cheminots qui y prennent part, touchent à la fois un fixe et une prime élevée, tout en ne fournissant qu'un rendement médiocre, les membres des brigades sont payés à la tâche. Une telle injustice n'est pas de nature à hâter les travaux et elle crée un climat de suspicion et de méfiance entre les uns et les autres.* »

« (2) *De ce climat malsain témoigne également le comportement irresponsable des contre-maîtres. Ceux-ci donnent des rapports incomplets et très souvent faux sur le rendement de leurs équipes. Ces contre-maîtres s'absentent trop souvent du chantier. Plusieurs cas de corruption ont été relevés : Pour marquer des heures supplémentaires les contre-maîtres se laissaient graisser la patte, en se faisant payer des consommations au café...* »

« (3) *Une autre cause importante des retards réside dans une fluctuation trop fréquente des employés. Trop souvent, le samedi, les ouvriers ne se présentent pas au travail, et le chantier offre le spectacle d'un désert... Par ailleurs, certains départements, tels que celui de Spiska-Nova-Ves qui s'était engagé à envoyer une brigade forte de 150 hommes, n'a en fin de compte envoyé personne.* »

« (4) *Les travailleurs de la Voie de la Fraternité ont complètement négligé l'émulation socialiste. Alors que dans nos fabriques, l'émulation socialiste est introduite depuis plusieurs années, dans les chantiers de la Voie de la Fraternité, la première manifestation de l'émulation socialiste ne date que du 20 novembre dernier... Les quelques engagements pris depuis cette date restent pratiquement sur le papier...* »

« (5) *Ce sont les cellules de la C.G.T. qui portent toute la responsabilité de cet état de choses... Pour bien se faire voir des ouvriers, les permanents de la C.G.T. ne s'occupaient que de l'alimentation et des rations supplémentaires et négligaient entièrement les problèmes du travail et ceux du rendement.* »

« (6) *Une grosse erreur a été commise par la direction régionale de la C.G.T. à Kosice, qui n'a pas attaché à la construction de la Voie de la Fraternité toute l'importance qu'elle requiert... Elle s'est fiée à la Fédération nationale des Cheminots qui, à son tour, s'en remettait à la direction régionale de la C.G.T... Ainsi, les deux organismes se renvoyaient la balle.* »

L'expérience que nous venons de rapporter, permet de découvrir certaines défaillances qui sont fréquentes dans l'industrie et les constructions tchécoslovaques. Elle montre en particulier :

a) La complète *apathie des ouvriers* et même des brigadiers à l'égard du travail qui leur est confié, et pour lequel ils sont recrutés, en théorie, volontairement, mais en fait, d'office.

b) La faillite totale des cadres, qu'il s'agisse des contre-maîtres ou des permanents de la C. G.T. aussi bien que de la Fédération.

c) Une *indifférence des autorités* telle qu'on se demande si, s'agissant d'une voie aussi importante, elle n'est pas *voulue*. Les communistes eux-mêmes paraissent peu enthousiasmés par l'idée d'avoir à rendre plus grande la dépendance de la Tchécoslovaquie à l'égard de l'U.R.S.S.

La population hostile à la russification

A quelques jours d'intervalle, le *Rude Pravo* a publié deux informations dont le rapprochement permet de découvrir l'échec de la campagne de russification menée avec un grand déploiement d'efforts depuis 1948. A la date du 31 janvier, l'organe du P. C. écrivait :

« *Ces jours-ci, est sortie de presse une nouvelle édition des manuels du premier degré de la langue russe, ce qui porte à 700.000 le nombre total de manuels élémentaires de russe pour la première année des cours populaires de russe. Les manuels ont donné dans les cours, entière satisfaction.* »

Puis, le 8 février, le *Rude Pravo* précisait que:

« *Le nombre des participants aux cours populaires de russe s'élève actuellement à 262.000. On vient d'ouvrir un nouveau cycle du premier degré qui a vu passer au total 200.000 élèves. Ceux-ci entreront maintenant dans le deuxième degré. Nombreux sont les participants qui ont pris l'engagement d'apprendre le russe à la perfection.* »

Avant de dégager les conclusions que suggèrent ces deux articles, une remarque préliminaire s'impose : Les Tchèques et Slovaques, d'origine slave, ont toujours été portés vers l'idée de pan-slavisme. Leurs sentiments ont été profondément modifiés après l'instauration du régime communiste. A l'heure actuelle, le nombre d'inscrits aux cours de russe ne dépasse pas 25 personnes pour 1.000 habitants adultes, ce qui constitue un pourcentage infime.

Tels sont les résultats, purement négatifs, de la propagande communiste. Pour en revenir aux informations du *Rude Pravo*, on constatera que les 700.000 exemplaires de manuels de russe (1er degré) qui ont été édités, n'ont servi qu'à 200.000 élèves inscrits. En définitive, cinq personnes sur les sept qui ont été amenées, par toutes sortes de pression, à acheter les manuels de russe, s'abstiennent de suivre les cours et négligent même de se faire inscrire. Ainsi, bien que se présentant comme le champion du pan-slavisme, le communisme stalinien aura réussi à faire détester la Russie et les Russes par les populations slaves de Tchécoslovaquie.

Soviétisation de l'habitat

La soviétisation de la Tchécoslovaquie se poursuit inexorablement. La collectivisation progressive révolutionne les campagnes, la nationalisation de l'industrie bouleverse la production. L'aspect de la vie citadine a connu, à son tour, des changements profonds : la nationalisation du commerce de détail suivant de près celle du gros, et la collectivisation de l'artisanat, n'y ont pas peu contribué. Mais voici que la vie privée elle-même va être affectée. En effet, une nouvelle série de mesures a été adoptée visant à une réorganisation totale de l'habitat. Désormais, la construction d'immeubles d'habitation sera confiée à des sociétés nationales. En vertu de la loi n° 110/1950, qui vient d'entrer en application, « *la construction d'immeubles nouveaux sera à l'avenir réservée exclusivement aux secteurs socialistes de l'habitat* », annonce le *Hospodar* du 1er février. Seule exception admise, les pavillons à usage familial ne devant pas dépasser une certaine superficie, strictement contrôlée, et ne pouvant comporter qu'un nombre limité de pièces. Et encore, la construction de ces pavillons nouveaux ne pourra se faire qu'au seul bénéfice des ouvriers de certains secteurs de production, le crédit nécessaire étant refusé à toutes autres catégories de citoyens.

En ce qui concerne la nouvelle politique de l'habitat, le *Hospodar* écrit : « *Jusqu'à présent, les immeubles étaient en grande majorité entre les mains d'entreprenenurs individuels, capitalistes... Il en résultait une dispersion extraordinaire du droit de propriété... A l'avenir, la propriété foncière destinée à l'habitation, sera concentrée entre les mains de sociétés du secteur*

socialiste, qui en assumeront la gestion... Un service financier unique sera créé, de même que l'investissement sera concentré à la Banque de crédit immobilier unique... Les crédits d'investissement ne pourront être consentis qu'aux entreprises nationalisées ou communales, ainsi qu'aux coopératives agricoles, à l'exclusion absolue de tous entrepreneurs privés. »

Conjointement, une autre mesure vient d'être adoptée qui, elle aussi, affectera directement les locataires : alors que jusqu'à présent, la cour intérieure de l'immeuble était généralement partagée entre les locataires et propriétaires d'appartements, dorénavant les clôtures seront supprimées et une cour unique sera érigée. Le *Rude Pravo* du 8 février, en parle en ces termes :

« *Lorsque vous jetez un coup d'œil sur la cour d'un immeuble à Prague, et même dans d'autres villes, vous voyez les grandes surfaces des cours partagées en une multitude de petites cours individuelles qui, en fin de compte, ne servent à personne. Aussi, le secrétaire du P. C. près de l'Hôtel de Ville de Prague, le camarade Krutina, a proposé de supprimer lesdites cours individuelles. L'espace séparant les immeubles pourra être utilisée mieux au profit de tous... Il devra en être ainsi partout... Les petites cours individuelles ont vécu.* »

Casaniers plus que tout autre peuple, les Tchèques seront durement affectés par ces innovations. Tous les jours un peu plus, la vie familiale s'en va faisant place à une vie collective.

HONGRIE

La nouvelle loi du travail

Le *Szabad Nep* du 1er février publie le texte intégral de la nouvelle loi sur le travail intitulé « *Le Code du Travail* ». Il s'agit tout simplement de l'introduction en Hongrie des règlements du travail soviétique.

Les extraits que nous en publions ci-dessous donnent une idée des conditions de vie qui sont faites aux ouvriers, et de l'escroquerie remarquable que constitue un régime qui prétend défendre les intérêts des travailleurs, en leur imposant des contraintes qu'aucun régime capitaliste n'oserait exiger. Il est à noter également que cette loi a été prise sur un simple décret du Conseil Suprême de la République populaire sans que le Parlement ni les ouvriers n'aient eu leur avis à donner.

Le paragraphe I proclame non seulement le devoir du travail pour chaque citoyen mais que « *c'est une tâche d'honneur de travailler en utilisant ses capacités au maximum.* »

Le paragraphe VI stipule que les salaires sont fixés par l'Etat. Comme celui-ci ne traite qu'avec les syndicats qui sont un simple rouage bureaucratique, il n'existe pas de recours contre la décision concernant les salaires.

Le paragraphe XV accorde au « *enfants ayant atteint leur quatorzième année le droit de conclure des contrats de travail, sans qu'il soit nécessaire d'avoir l'assentiment de leurs parents.* » Cette clause ouvre la porte à des abus semblables à ceux que l'enfance ouvrière a connu en France et en Angleterre vers 1830.

Au paragraphe XXXVII la loi fixe en principe huit heures de travail pour les ouvriers. Mais elle indique aussi qu'en pratique, par exemple dans l'industrie alimentaire, 56 heures de travail par semaine peuvent être fixées.

Le paragraphe XLV déclare que le temps accordé pour les repas est de 30 minutes. Les ouvriers ne peuvent pas quitter l'usine pendant la durée des repas et « *si le travail de l'ouvrier le rend possible, il est préférable que l'ouvrier consomme son repas en continuant de travailler.* »

Toutefois si les ouvriers accomplissent leur travail de huit ou dix heures sans interruption, ils leur est accordé de prendre leurs repas en famille.

Les vacances annuelles sont réduites à 12 jours par an.

Les ouvriers qui quittent volontairement leur travail ne peuvent être engagés par aucune usine pas même par les usines étatisées. Ce n'est que par l'office d'un bureau « intermédiaire » que leurs démarches pour un nouvel emploi peuvent être transmises.

Les jours de fêtes comme Noël et le Premier Mai ne sont pas payés.

Le décret envisage dès le début la possibilité du travail obligatoire intitulé dans la loi « Travail obligatoire provisoire ». D'après ce paragraphe chaque homme entre 14 et 60 ans et chaque femme entre 14 et 50 ans peut être recruté pour un travail obligatoire si l'Etat a besoin de main-d'œuvre.

Les contrats collectifs dans les différents secteurs cessent d'être valables. Ils seront désormais établis dans le cadre de l'usine même entre les délégués des syndicats et les directeurs. Ainsi des différences de traitement pourront s'établir d'usine à usine.

Dans chaque usine, d'après le texte de la loi, « *les ouvriers fixent d'accord avec la direction les modalités destinées à assurer la meilleure discipline de travail, la manière de donner aux concours de travail et au mouvement stakhanoviste le maximum d'importance, ainsi que la meilleure manière d'améliorer les connaissances des ouvriers et leurs qualités de spécialistes.* »

Les commentaires de la presse

Le *Nepszava* (Cri du Peuple), ancien organe du Parti socialiste souligne dans son commentaire que « *la loi doit enfin faire cesser le manque de discipline du travail qui se fait toujours sentir dans certaines usines, et la possibilité pour les socialistes de droite et des agents impérialistes de s'infiltrer dans les usines et de saper la discipline des travailleurs, doit être éliminée pour toujours... Maintenant que les usines sont la propriété des travailleurs, chaque manque de soin, chaque inattention concernant les outils, les machines, etc...* doit être considéré comme une atteinte à la sécurité de la production et comme fomenté par les saboteurs et les agents de l'ennemi. »

Le recrutement des travailleurs

Parallèlement avec la nouvelle loi draconienne du travail, un recrutement qui par ses modalités peut être comparé au recrutement militaire des temps passés, vient d'être organisé en Hongrie pour les travailleurs.

Le *Magyar Nemzet* (Nation Hongroise) du 11-2, publie à ce propos la décision du Conseil des Ministres d'après laquelle « *pour accomplir le plan économique de l'année* 1951, *environ* 160.000 *ouvriers sont encore nécessaires. Au cours de la première moitié de l'année,* 62.000 *ouvriers doivent être incorporés au travail, et dans ce nombre* 23.000 *au moins doivent être des femmes.* »

Le recrutement commence le 20 février.

Un paragraphe spécial stipule que « *les travailleurs qui sont prêts à signer un contrat de travail pour un an dans les mines reçoivent une rémunération immédiate de* 400 *florins, et pour l'industrie du bâtiment de* 200 *florins.* »

Commentant ce décret dans son éditorial le *Szabad Nep* du 13 février, déclare que « *comme les travailleurs n'affluent plus librement dans les usines, nous devons procéder au recrutement systématique et d'après un plan préconçu.* »

L'article consacre une place importante au recrutement de la main-d'œuvre féminine et déclare : « *Nos femmes ne sont plus condamnées à vivre leur vie dans les limites restreintes de la famille, elles ont le droit de gagner autant que les hommes et de faire leur chemin tout comme les hommes.* »

Les forces militaires russes

Le *New Leader* (revue américaine) du 29 janvier a publié différentes précisions sur les préparatifs militaires des Russes en Hongrie. Ces informations proviennent d'officiers hongrois (dont un officier de l'Etat-Major) qui se sont évadés de leur pays et réfugiés en Autriche.

Les effectifs de l'Armée rouge en Hongrie ont atteint à nouveau l'importance qu'ils avaient en 1945. Mais la proportion d'unités d'artillerie blindée et d'unités aériennes y est maintenant beaucoup plus forte.

Les forces soviétiques sont réparties en deux groupes stratégiques :

1) l'un est concentré près de la frontière yougoslave dans les zones de Pecs-Siklos-Mohacs, Bataszek, Baja et Szeged ;

2) le second entre le lac Balaton et la frontière autrichienne, avec 25 aérodromes ; on y note la présence d'importantes formations de bombardiers lourds.

On remarque une grande activité de trains militaires soviétiques apportant du matériel de guerre. Le contrôle de la circulation civile, par route ou par voie ferrée, est devenu extrêmement sévère, principalement dans la région comprise entre Debreczen et Nyiregyhaza.

Quant à l'armée communiste hongroise, elle a actuellement quatre classes sous les drapeaux ; les classes 29 et 30 ont été appelées la dernière semaine d'octobre 1950. On estime à environ 200.000 le nombre des soldats hongrois ; l'équipement en tanks allemands (prises de guerre de l'Armée rouge) a été progressivement remplacé par des tanks soviétiques.

Le maréchal soviétique Stephen Batta a été nommé chef de l'Etat-Major général hongrois, avec des pouvoirs et un rôle analogues à ceux de Rokossovsky en Pologne.

POLOGNE

Un nouvel organe syndical

A partir du 15 février le Conseil Central des Syndicats édite un nouveau journal quotidien le *Glos Pracy* (La Voix du Travail). C'est en raison des nombreuses difficultés intérieures, au sein des syndicats, que la Centrale Syndicale est obligée d'avoir recours à un nouveau moyen de propagande : le journal quotidien. Il s'est avéré en effet, que l'hebdomadaire *Zwiazkowiec* et beaucoup d'autres publications syndicales ne suffisait plus à la propagande.

Le premier numéro de ce journal met dans son éditorial l'accent sur les devoirs de la classe ouvrière, qui se traduisent naturellement par l'augmentation des normes, le stakhanovisme, etc...

« La Voix du Travail *exposera la façon dont travaillent les millions de syndiqués polonais pour exécuter les tâches magnifiques, bien que difficiles du plan sexennal. Dans la* Voix du Travail *nous réfléchirons ensemble avec nos lecteurs sur les moyens à prendre pour accroître le rendement et pour augmenter les économies. Ainsi nous consacrerons dans notre journal beaucoup de place aux problèmes de l'émulation, du progrès technique, des normes correctes de production ainsi qu'à l'organisation rationnelle et la discipline du travail. Nous décrirons les réalisations des travailleurs de choc polonais et les expériences de nos amis soviétiques.* »

« *Sous la direction du Parti ouvrier polonais unifié, et conformément aux consignes de la direction de notre mouvement syndical, nous travaillerons avec persévérance pour unifier nos millions de syndiqués en une armée consciente et monolithique de bâtisseurs du Socialisme.* »

Les statistiques deviennent un secret d'Etat

Dans l'article publié dans le numéro 41 du *B.E.I.P.I.*, où nous avions réfuté les allégations d'un journaliste du *Monde* relatives au niveau de vie de l'ouvrier polonais, nous avions fondé notre démonstration sur les données officielles émanant de l'Office Central des statistiques de Varsovie.

Or, nous venons d'apprendre que l'Annuaire Statistique pour l'année 1949 publié à la fin de 1950, que nous avions utilisé pour établir les salaires de l'industrie nationalisée, a été deux mois à peine après sa publication retiré de la vente. Cette mesure a été prise précisément à cause des données relatives aux salaires. La presse ainsi que les publications de l'Office Central des Statistiques ont expliqué que le fascicule en question était épuisé.

Cette décision est significative. Elle permet en effet, d'empêcher tout contrôle venant de l'étranger sur le niveau de vie exact des ouvriers polonais. En revanche, la propagande officielle a désormais les mains entièrement libres pour publier des pourcentages aussi fantaisistes qu'exorbitants qui échappent à toute espèce de vérification. De toute façon, cette mesure acquiert une signification particulière au moment où la propagande soviétique ne cesse de mettre l'accent sur la question des échanges économiques et culturels et sur la libre circulation des idées. Les faits démentent une fois de plus, les mensonges de cette propagande.

ROUMANIE

La milice au service du peuple

Pour le deuxième anniversaire de la création de la Milice communiste roumaine, le 23 janvier à l'occasion d'une cérémonie organisée dans ce but, le lieutenant-général Pavel Cristescu, directeur général de la Milice, a exalté le rôle de celle-ci. Il a en particulier souligné l'opposition entre la police des états bourgeois, et la Milice organe du pouvoir populaire.

« *Alors que la police et la gendarmerie de l'état bourgeois étaient des organismes d'oppression qui défendaient les bénéfices des capitalistes, la Milice est un organe du pouvoir populaire, créé pour la défense des droits et des libertés conquises par le peuple travailleur à la suite de la défaite des exploiteurs.* »

Dans la suite de son discours, le chef de la Milice s'étend avec complaisance sur la répression « féroce » du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes. Le paradoxe c'est que la Milice est présentée comme un instrument de libération et comme une organisation destinée à défendre les droits du peuple, alors qu'elle n'est qu'un appareil au service de la tyrannie et de la bureaucratie étatique comme le prouve la suite du discours (*Scanteïa*, 23-24-1-1951) :

« *Dans l'accomplissement de ces tâches, la Milice a contribué et contribue au développement et au renforcement de notre état de démocratie populaire, par la défense de la propriété socialiste, par la surveillance de la juste application des lois et des dispositions de l'Etat.*

« *Par la découverte, l'arrestation et l'envoi des délinquants devant la justice, la Milice a contribué à l'écrasement de la résistance de l'ennemi, parce que c'est seulement l'ennemi de classe qui est intéressé à ne pas respecter et à fouler aux pieds les lois de l'Etat des travailleurs.*

« *Les miliciens ne doivent pas oublier que la garantie de la force de la Milice réside dans le peuple et pour cela ne pas se contenter de faire leur devoir,* mais qu'ils doivent montrer par des faits leur dévouement envers le peuple travailleur et leur haine contre l'ennemi de classe. »

Cette dernière consigne précise avec éloquence le rôle exact de la Milice.

EN EXTRÊME-ORIENT

CHINE

La manœuvre de Moscou en Mandchourie

Quelle signification faut-il attacher à la récente rétrocession à la Chine, par l'Union Soviétique, d'entreprises industrielles en Mandchourie ? En d'autres termes, la Mandchourie constituant incontestablement la pierre de touche pour les relations sino-soviétiques, dans quelle mesure les intérêts propres de l'U.R.S.S. l'emportent-ils sur ceux de la République populaire de Chine? Avant de répondre à ces questions, rétablissons les faits chronologiquement :

a) Par le traité du 14 février 1950 signé à Moscou par Tchou En Laï en présence de Staline et de Mao Tsé Toung, l'U.R.S.S. s'est engagée à rendre à la Chine, dans un certain délai, installations portuaires, chemins de fer, entreprises industrielles et autres, placés sous contrôle soviétique depuis la « conquête » de la Mandchourie par l'Armée rouge, en août 1945. On rappellera que l'Union Soviétique entretient en Mandchourie une armée comptant au moins 4 divisions et que par le truchement de nombreux « conseillers techniques » elle contrôle pratiquement toute l'économie de la province.

b) Le 18 janvier 1951, un communiqué de l'agence *Tass*, daté de Moscou, a annoncé que la Chine recouvrerait prochainement des installations industrielles mandchoues, sans en préciser le nombre ni la nature.

c) Enfin, le 10 février, *Radio-Moscou* donnait la liste des usines mandchoues rétrocédées au gouvernement chinois, soit 33 installations industrielles situées en Mandchourie et 45 usines à Daïren. Aucune mention n'était faite ni des chemins de fer mandchous (le chemin de fer de Tchang-Toung) ni de Port-Arthur.

D'autre part, on se souvient que devant la prolongation des entretiens de Mao Tsé Toung à Moscou, il y a un an, M. Acheson avait conclu, dans une de ses conférences de presse hebdomadaires, à un conflit d'intérêts soviétiques et chinois en Mandchourie. Le secrétaire d'Etat américain a laissé prévoir alors un détachement à plus ou moins longue échéance, de la Chine de son partenaire soviétique. C'est également la thèse d'un éventuel titisme chinois qui semble être partagée par le Foreign Office anglais.

Outre que les événements ont donné tort aux promoteurs de cette thèse, la rétrocession de certaines usines mandchoues à la Chine confirme l'opinion défendue depuis longtemps par un spé-

cialiste italien des questions chinoises, M. Augusto Guerriero qui, dès le lendemain des accords Staline-Mao Tsé Toung avait écrit : « *Les rapports entre Moscou et Pékin se renforcent précisément à cause de la Mandchourie, car la Russie s'était assurée en Mandchourie une position telle qu'elle pourrait faire marcher la Chine à sa volonté, soit en la récompensant, soit en la faisant chanter, soit en lui faisant des concessions en Mandchourie, soit en la menaçant de l'expulser complètement de cette province.* »

C'est donc à juste raison que récemment, M. Guerriero pouvait noter dans le *Corriere Della Sera* (du 21 janvier 1951) que : « *Moscou s'est assuré des gages, et elle paie actuellement la Chine des immenses services que celle-ci lui a rendus et lui rend encore en lui donnant les gages qu'autrefois elle avait pris. Elle ne donne rien qui lui appartienne. Elle paie le sang chinois avec des terres ou des positions chinoises qu'elle avait usurpées.* »

Les cinquièmes colonnes chinoises

Depuis la mi-février, la presse chinoise, et à sa suite l'agence *Tass*, mènent une violente campagne de propagande contre le gouvernement du Siam (la Thaïlande) à qui elles reprochent des « mesures hostiles », telles que la fermeture d'écoles chinoises, des restrictions imposées aux activités commerciales des chinois, l'arrestation des rédacteurs et dirigeants du journal chinois *Tsong Min Pao*, ainsi que l'expulsion d'un certain nombre de sujets chinois.

La campagne actuelle fait suite à l'appel lancé fin décembre par le gouvernement de Pékin à tous les Chinois de l'Asie du Sud-Est. On ne saurait sous-estimer la menace que fait peser sur certains pays asiatiques la présence de nombreux ressortissants chinois. Aussi n'est-il pas sans intérêt de préciser la nature de ce danger pour les voisins de la république de Mao Tsé Toung :

1) Tout d'abord, la force des minorités chinoises disséminées à travers cette région de l'Asie, provient de leur nombre. Dans son remarquable ouvrage *La Géographie sociale de l'Extrême-Orient*, M. A.D.C. Peterson, ancien directeur du *Psychological Warfare* américain pour l'Asie du Sud-Est, dont le livre vient de paraître en édition française (1), donne le décompte suivant des populations chinoises établies à l'étranger :

Siam	2.500.000	*Malaisie.* ..	2.300.000
Indes Néerl.	1.345.000	*Hong-Kong*	925.000
Birmanie ..	200.000	*Annam*	430.000
Philippines	110.000	*Bornéo brit.*	70.000

Au total, les cinquièmes colonnes chinoises représentent au moins 7 millions de personnes. Leur position est particulièrement forte précisément au Siam, en Malaisie et dans les Indes hollandaises.

2) Mais leur force provient tout autant des positions économiques et sociales qu'elles occupent dans les différents pays voisins. Dans l'ouvrage que nous avons cité, M. Peterson fait ressortir notamment que la majeure partie du commerce, tant intérieur qu'extérieur, de l'Asie du Sud-est et une bonne partie des plantations de caoutchouc et des mines d'étain et de tungstène, sont entre les mains de propriétaires ou gérants chinois. « *D'une façon générale,* conclut M. Peterson, *là où il est question de mines ou de commerce, on trouve des Chinois.* »

Bien qu'établis depuis longtemps, par exemple dans les mines de Malaisie depuis 1850, ceux-ci ne se sont jamais assimilés aux populations locales. « *Tous les Chinois de l'extérieur sont encouragés à réclamer la double nationalité : la chinoise et celle du pays où ils se trouvent, mais la chinoise avant tout.* »

L'élément révolutionnaire est représenté, de son côté, par de nombreux coolies travaillant dans les plantations aussi bien que dans les industries minières.

3) Toutefois, ce n'est pas à cette couche prolétarienne des Chinois expatriés que s'adressent les appels à la rébellion, du gouvernement de Pékin, mais bel et bien à l'ensemble des populations chinoises minoritaires, quelles que soient leur origine et leur position sociales. Dès le 6 janvier, au lendemain du premier « message » lancé par le gouvernement Mao Tsé Toung, le travailliste *Daily Herald* a pu noter que :

« *L'appel que Pékin leur a adressé n'est pas un un appel communiste. C'est un appel nationaliste. Il ne s'adresse pas aux ouvriers et paysans, mais à tous les Chinois, à la bourgeoisie aussi bien qu'au prolétariat... Le gouvernement chinois se montre sous un nouveau jour. Il se pose non pas en défenseur des « ouvriers opprimés », non pas en défenseur des « peuples coloniaux », mais en champion de l'impérialisme chinois... La véritable menace qui pèse sur les peuples de ces pays n'est pas tant communiste au sens propre du terme, c'est l'impérialisme chinois essayant d'édifier un nouvel empire chinois plus vaste.* »

(1) Payot, éditeur, Paris, janvier 1951.

SIAM

La menace communiste

Au lendemain de l'invasion de la Corée du Sud par les armées du Nord, le *B.E.I.P.I.* a publié une étude d'ensemble sur la poussée communiste dans le Sud-Est asiatique (n° 30, p. 10). Cette étude aboutissait à la conclusion que le Siam constituait probablement de toute cette région de l'Asie, le terrain le moin propice à l'action communiste.

Cependant, au cours des 8 ou 9 derniers mois, la situation a évolué à tel point que la *Tribune* journal officieux du maréchal Piboul Songgram, chef du gouvernement, a écrit, dès le 11 janvier 1951 :

« *Le moment est venu de faire une analyse franche et réaliste de l'influence et des projets communistes au Siam. A la surface, tout semble calme pour l'observateur non averti ; mais sous cette fausse tranquillité, s'agitent des haines odieuses et la confusion d'une idéologie qui sans repos essaie de détruire la démocratie.* »

Une des raisons majeures de cette détériora-

tion de la situation politique réside dans « *l'intérêt que porte la Chine nouvelle aux problèmes siamois.* » En effet, la revue *Culture Mondiale* (n° 24, vol. 22) paraissant à Shanghaï fait entendre un son de cloche fort menaçant : « *Le peuple siamois combat l'agression américaine et la trahison de Piboul Songgram. Le parti communiste siamois a lancé, le 20 octobre 1950, un appel à la lutte pour l'indépendance et la démocratisation du pays, ainsi que pour la paix mondiale. Les Siamois seront certainement à même de briser les menées agressives américaines, tout comme les peuples chinois, viet-namien et coréen.*»

Le gouvernement de Pékin exploite habilement la méfiance de certaines populations locales à l'égard de Piboul Songgram, allié du Japon pendant la guerre, écarté pendant deux ans de la vie politique, puis redevenu chef du gouvernement à la faveur d'un coup d'Etat, le 9 novembre 1947. Le mécontentement s'étend peu à peu à toutes les couches de la population, et le journal du maréchal siamois, n'en fait pas mystère :

« *Il y a, semble-t-il, chez le plus grand nombre, un étrange et inexplicable sentiment d'abdication. Certains croient inévitable que les communistes s'emparent du pouvoir et ils acceptent ce fait comme inéluctable.* » Comme d'habitude, les communistes bénéficient de sympathies actives d'une partie des étudiants et des élites en général qui, converties au communisme, fournissent les cadres du P. C. local.

C'est de ce milieu intellectuel que provient le chef du P. C. siamois, Sapsunthorn, connu également sous le nom de Prasert Nai. Né en 1913, originaire d'une famille aisée de fermiers, Sapsunthorn après de brillantes études supérieures à Bangkok, est entré dans la vie politique comme un modéré. Converti tard au communisme, c'est lui qui a fondé en novembre 1946 seulement, le P. C. siamois, frère du P. C. chinois de Siam. Ce dernier parti, dirigé par Chiu Chi, un Chinois du Siam, collabore étroitement avec Sapsunthorn.

Les deux propagandistes que sont Sapsunthorn et Chiu Chi trouvent un écho favorable auprès des masses, jusqu'à présent amorphes et apolitiques.

Devant ces menaces qui allaient se précisant, le gouvernement américain a enfin réagi. Washington a commencé par dépêcher à Bangkok, le 4 avril 1950, d'abord une délégation économique, puis, le 26 août, une mission militaire. Les négociations américano-siamoises ont abouti à la signature, le 19 septembre, d'un accord d'assistance technique et économique, et à celle d'un traité d'assistance militaire, le 17 octobre. Les Etats-Unis ont fourni, depuis, pour 10 millions de dollars d'armes et de munitions, ainsi que l'équipement de neuf bataillons. Ils ont consenti, en outre, au Siam un crédit de plus de 5 millions de dollars. Mais le redressement s'opère très lentement.

LA VIE EN U.R.S.S.

Les difficultés de la réorganisation kolkhozienne

Dans nos précédents numéros nous signalions que la fusion des kolkhozes, en cours depuis plusieurs mois déjà, ne tarderait pas à se heurter à des difficultés et surtout aux retards dus à la mentalité russe en général et aux complications bureaucratiques en particulier. En effet, on trouve d'ores et déjà dans la presse russe des renseignements montrant la justesse de nos prévisions.

Les *Izvestia* du 5 janvier montent en épingle les défectuosités constatées dans la région de Kalinine. Elles écrivent que le choix et la planification des centres économiques des kolkhozes fusionnés, ainsi que leur remembrement, se réalisent mal et lentement. Dans la plupart des rayons de cette région on commet de nombreuses erreurs et on n'arrive pas à achever le travail commencé.

Les *Izvestia* du 9 janvier dénoncent la mauvaise préparation des stations de machines et de tracteurs en insistant sur le gaspillage des pièces détachées. Le journal écrit :

« *Le système du contrôle de l'exécution des ordres donnés par l'Administration principale des M.T.S. (stations de machines et tracteurs) est tel que les directeurs de ces stations, qui devraient renvoyer les pièces détachées aux usines pour les y faire réparer, considèrent cela comme inutile ; ils préfèrent demander à notre industrie des pièces neuves et abandonnent à la ferraille les pièces usagées qui devraient être réparées.* »

En même temps, l'agriculture de plus en plus mécanisée continue toujours de manquer de l'indispensable nombre de spécialistes. Dans le même numéro, les *Izvestia* se plaignent de ce que les directeurs des M.T.S. de toute une série de régions où l'on manque de conducteurs de tracteurs, n'ont pas envoyé un seul homme aux écoles de mécaniciens. En outre, le journal reproche à de nombreux directeurs de M.T.S. de ne pas se soucier des programmes, de sorte que l'enseignement prodigué aux futurs conducteurs de tracteurs est d'un niveau absolument insuffisant.

Les défauts constatés en ce qui concerne les tracteurs se retrouvent dans un autre domaine encore, qui joue un rôle considérable dans la motorisation du pays. C'est ainsi qu'on lit dans les *Izvestia* du 10 janvier :

« *Dans une grande ville comme Stalino, la réparation d'une chambre à air d'une automobile est un problème compliqué. Jusqu'à l'été dernier une des coopératives industrielles disposait d'un atelier de vulcanisation où le public pouvait faire procéder aux réparations nécessaires. Mais à présent, cet atelier est fermé.* »

Ceux qui ont besoin de faire réparer des automobiles rencontrent également des difficultés. Dans aucune des villes de la région de Stalino on ne trouve d'ateliers acceptant de réparer des voitures ou des motocyclettes.

Comme les cas ci-dessus indiqués sont loin d'être isolés, on peut se faire une idée de la situation dans son ensemble. A la suite de la fusion des kolkhozes le régime devra s'attendre à de graves mécomptes.

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT: BERNARD DE BRÉVEDENT 354, RUE ST-HONORÉ, PARIS-Ier